

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité

Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

Pour une réorientation de la Grèce

«Il faut faire son devoir envers les idéaux de liberté et de droit»

par Mikis Theodorákis

hd. Mikis Theodorákis, le grand compositeur et militant pacifiste grec, évoque la situation de sa patrie dans une perspective très personnelle. Ce que la Grèce a vécu au cours de la Seconde Guerre mondiale puis sous la dictature militaire a aiguisé son regard et lui permet de faire la différence entre la propagande de l'UE et les véritables relations de cause à effet.

Jusqu'en 2009, la situation économique de la Grèce n'avait rien de très grave. Les grandes plaies de notre économie étaient les dépenses immodérées pour l'achat du matériel de guerre et la corruption d'une partie du monde politique, financier et médiatique. Mais une part de responsabilité incombe aux Etats étrangers, dont l'Allemagne, la France, l'Angleterre et les USA qui gagnaient des milliards d'euros au dépens de notre richesse nationale en nous vendant tous les ans de matériel de guerre. Ce saignement constant nous a écrasés et ne nous permettait plus d'aller de l'avant, alors qu'il était source d'enrichissement pour d'autres pays. On peut dire la même chose pour le problème de la corruption. Par exemple, l'entreprise allemande Siemens avait une branche spéciale chargée de corrompre des Grecs, afin de mieux placer ses produits sur le marché grec.

Il est évident que ces deux grandes plaies auraient pu être évitées si les dirigeants des deux partis politiques pro-américains n'avaient pas été infiltrés par la corruption. Cette richesse, produit du travail du peuple grec, était ainsi drainée vers les coffres de pays étrangers. Les politiciens ont essayé de compenser cette fuite d'argent par un recours à des emprunts excessifs qui ont abouti à une dette publique de 300 milliards

«En fait, l'intégralité du paquet de dizaines de milliards d'euros versé pour la Grèce, retourne à son expéditeur, tandis que nous sommes de plus en plus endettés à cause des intérêts insupportables. Et parce qu'il est nécessaire de maintenir en fonction l'Etat, les hôpitaux et les écoles, la Troïka grève la classe moyenne et inférieure de notre société de taxes exorbitantes qui mènent directement à la famine. La dernière fois que nous avons vécu une situation de famine généralisée dans notre pays était au début de l'occupation allemande, en 1941, avec près de 300 000 morts en six mois seulement. De nos jours, le spectre de la famine revient dans notre pays infortuné et calomnié.»

d'euros, soit 130% du PNB (Produit national brut).

Par cette arnaque, les étrangers gagnaient sur deux tableaux: d'une part, par la vente d'armes et de leurs produits et d'autre part, par les intérêts sur l'argent prêté au gouvernement et non pas au peuple. Comme nous l'avons vu, dans les deux cas, le peuple grec était la principale victime. Un seul exemple suffira pour vous convaincre: en 1986, Andreas Papandreou a emprunté un milliard de dollars à une banque d'un grand pays européen. Les intérêts de cet emprunt n'ont été remboursés qu'en 2010 et ils s'élevaient à 54 milliards d'euros.

En 2008, la grande crise économique est arrivée en Europe

En 2008, la grande crise économique est arrivée en Europe. L'économie grecque n'a pas été épargnée. Cependant, le niveau de vie qui était jusque-là assez élevé (la Grèce se classait parmi les 30 pays les plus riches du monde), est resté pratiquement inchangé, malgré une augmentation de la dette publique. La

dette publique ne se traduit pas nécessairement par une crise économique. La dette de grands pays tels que les Etats-Unis et l'Allemagne sont estimées à des milliers de milliards d'euros. Les facteurs déterminants sont la croissance économique et la production. Si ces deux facteurs sont positifs, il est possible d'emprunter auprès des grandes banques à un taux d'intérêt inférieur à 5%, jusqu'à ce que la crise soit passée.

En novembre 2009, au moment de l'arrivée de George Papandrèou au pouvoir, nous étions exactement dans cette position. M. Papandrèou aurait pu faire face à la crise économique (qui reflétait celle de l'Europe) avec des prêts de banques étrangères au taux habituel, c'est-à-dire inférieur à 5%. S'il l'avait fait, notre pays n'aurait pas eu de problème. Comme nous étions dans une phase de croissance économique, notre niveau de vie se serait amélioré.

Mais M. Papandrèou avait déjà entamé sa conspiration contre le peuple grec en été 2009, lorsqu'il a rencontré secrètement M. Strauss-Kahn, dans le but de placer la Grèce

sous la tutelle du FMI. Cette révélation a été faite par l'ancien directeur du FMI.

Pour y arriver, le tableau de la situation économique de notre pays devait être falsifié, afin que les banques étrangères aient peur et élèvent les taux d'intérêt des prêts à des montants prohibitifs.

Ensuite, M. Papandrèou et son ministre des Finances ont mené une campagne de dis-crédit pendant 5 mois, au cours de laquelle ils ont essayé de persuader les étrangers que la Grèce était, comme le Titanic, en train de couler, que les Grecs sont corrompus, paresseux et donc incapables de faire face aux besoins du pays. Après chacune de leurs déclarations, les taux d'intérêt montaient, afin que la Grèce ne puisse plus faire des emprunts et afin de faire passer pour un sauvetage notre adhésion au FMI et à la Banque centrale européenne. En réalité, c'était le commencement de notre fin.

Une seule signature

En mai 2010, un seul ministre, celui des Finances, a signé le fameux *Mémorandum*, c'est-à-dire notre soumission à nos prêteurs. Selon le droit grec, l'adoption d'un tel accord doit être soumise au Parlement et approuvée par les trois cinquièmes des députés. Donc, le *Mémorandum* et la Troïka qui nous gouvernent, fonctionnent illégalement – non seulement au regard du droit grec, mais aussi du droit européen.

Imaginez que le *Mémorandum* brade aux étrangers notre indépendance nationale et la propriété nationale, à savoir: nos ports, nos aéroports, le réseau routier, l'électricité, l'eau, toute les richesses naturelles (dans le sous-sol et sous-marines) etc. Ajoutez-y

Suite page 2

«EuroGendFor» – l'armée privée de l'UE, prête au départ pour la Grèce



hd. Il y a des articles après lecture desquels le lecteur se dit: «Ce n'est pas possible, je m'informe régulièrement et je pense être au courant des actualités la plupart du temps, pourquoi je ne sais rien de cela?» Le présent article est un tel article.

Ceux qui pensent qu'il s'agit dans le contexte d'Euro-Gend-For d'un terme lié à la notion anglaise «gender» – définition artificielle et très à la mode du «genre», du «sexe social» – se trompent. Le nom est un morceau de magnificence issu du pouvoir d'innovation intellectuelle des Français: au lieu d'une troupe de l'UE de malfrats violents à la Rambo, ou des Bodyguards à la paie de Goldman-Sachs selon le modèle Blackwater, est née une armée privée dénommée «Force de gendarmerie européenne» (FGE). Les Allemands du camp d'Angela Merkel pourraient ainsi détourner sur les Français le «mécontentement» que l'Europe de l'euro, prétendument si amoureuse de la liberté, déclenche dans les pays où elle intervient. Mais cette mascarade se terminera au plus tard à l'arrivée en Grèce.

Cela fermente en Espagne, les protestations publiques augmentent de jour en jour. Tandis

que les Allemands recommandent aux Méditerranéens de se lever plus tôt, de prendre moins de vacances et de travailler plus, la colère du peuple grec se décharge dans les rues du pays. Cela fermente et bouillonne partout, les hommes craignent des situations semblables à des guerres civiles déclenchées par la crise dans toute l'Europe. On s'en rend compte au bureau central de l'Union européenne, et depuis longtemps, l'on a pris des mesures correspondantes.

On prépare maintenant pour la première fois l'engagement de l'armée privée de l'UE qui s'apprête à partir pour la Grèce. A peine un Européen connaît cette unité secrète qui répond au nom d'«EuroGendFor». Le quartier général de cette unité d'intervention spéciale de 3000 hommes se trouve à Vicence en Italie. L'ancienne ministre française de la Défense Alliot-Marie a initié la fondation de cette troupe, après des troubles de plus en plus fréquents sous formes de batailles de rue et de pillages suscités par des adolescents musulmans immigrés en France. «EuroGend-For» est à la fois police, police judiciaire, armée et services secrets. Les compétences de cette unité sont pratiquement illimitées. Elle doit, en coopération étroite avec les militaires européens, garantir la «sécurité en territoires de crise européens». Sa tâche consiste surtout à réprimer des révoltes. De plus en plus d'Etats membres de l'UE adhèrent à «EuroGendFor».

Les gouvernements européens savent exactement ce qui les attend. Pour ne pas devoir utiliser leurs propres armées contre les citoyens du pays, la troupe paramilitaire «Force de gendarmerie européenne» a été fondée en secret – ni vu, ni connu. En théorie, on peut faire appel à la FGE partout où l'Union européenne voit une crise. C'est fixé ainsi dans le *Traité de Velsen* qui règle les interventions d'EuroGendFor. La devise dans les armoiries est la suivante: «Lex paciferat» – ce qui peut être traduit par: «Le droit apportera la paix». Il souligne «le principe du rapport étroit entre l'imposition des principes de droit et le rétablissement d'alentours sûrs et protégés». Un «conseil de guerre», sous forme de comité interministériel composé des ministres de la Défense et de la Sécurité des pays membres de l'UE participants, décide de la stratégie d'intervention. La troupe peut être mise en marche soit sur demande, soit après décision de l'UE.

Dans l'article 4 du *Traité* constitutif concernant les missions et les engagements on peut lire: «On peut recourir aux FGE pour protéger les personnes et les biens et maintenir l'ordre en cas de troubles publics.» Les soldats de cette unité paramilitaire de l'Union européenne doivent certes respecter le droit en vigueur de l'Etat dans lequel ils interviennent et où ils sont déployés, mais: tous les bâtiments et tous les terrains qui sont pris par les troupes sont exterritorialisés et ne sont plus accessibles mêmes pour les autori-

tés de l'Etat dans lequel la troupe intervient. Le monstre de l'Union européenne abroge ainsi le droit national aussi en cas de lutte anti-émeute.

«EuroGendFor» est une troupe policière paramilitaire et des services secrets qui peut être rapidement mise en place. Elle unit tous les pouvoirs et moyens militaires, policiers et de services secrets qu'elle peut exercer en collaboration avec des troupes nationales de police et d'armée, après être mandatée par une cellule de crise interministériel dans chaque lieu pour la lutte contre des troubles, contre des révoltes et contre de grandes manifestations. Le ministère fédéral de la Défense fait l'éloge de l'EuroGendFor sur ses sites Internet en disant: «Police ou Armée: Une gendarmerie européenne promet la solution.»

L'EuroGendFor est encore presque complètement inconnue et dans l'ombre. Cela ne restera pas ainsi. Plus les gens sont poussés dans la misère par la politique de gestion désespérée et erronée de la crise, plus cette troupe nantie de pouvoirs illimités devra «régler» la situation. Les chefs d'Etats européens se rendront compte avec gratitude qu'ils ne seront pas dans l'obligation d'utiliser leurs propres corps de police et d'armée contre leurs citoyens.

Source: <http://uhupardo.wordpress.com/2012/03/16eurogendfor-die-privatarmee-der-eu-bereit-zum-abmarsch-nach-griechenland> du 16/3/12

(Traduction Horizons et débats)

Traité entre le Royaume d'Espagne, la République française, la République italienne, le Royaume des Pays-Bas et la République portugaise [ci-après dénommés parties contractuelles] établissant la European Gendarmerie Force «EuroGendFor», [Force de gendarmerie européenne (FGE)] (extraits)

Chapitre I

Dispositions générales

Article 1

Objet

1. L'objet du présent Traité est d'instaurer une force de gendarmerie européenne opérationnelle, pré-organisée, robuste et disponible immédiatement. Elle est exclusivement constituée d'éléments des forces de police des parties, dotées du statut militaire, destinées à des missions de police dans le cadre d'opérations de gestion de crise.

[...]

Article 3

Définitions

[...]

b. QUARTIER GENERAL PERMANENT [désigne] le quartier général permanent multinational et modulaire basé à Vicence (Italie). Son rôle, sa structure et sa participation à des opérations doivent être approuvés par le CIMIN (cf. g.)

[...]

g. CIMIN signifie Comité interministériel de haut niveau. C'est l'organe décisionnel qui dirige les FGE.

[...]

Chapitre II

Missions, engagements et déploiement

Article 4

Missions et tâches

1. Conformément au mandat de chaque opération et en opérant indépendamment ou conjointement avec d'autres troupes, l'EuroGendFor doit être en mesure d'effectuer tout l'éventail des missions de police en se substituant à elles ou en les renforçant durant toutes les phases d'une opération de gestion de crise.

2. Les FGE peuvent être subordonnées soit à des autorités civiles soit à un commandement militaire.

3. On peut recourir aux FGE:

a) pour des missions de sécurité et d'ordre public;

b) pour surveiller, conseiller, encadrer et superviser les polices locales dans leur travail quotidien, notamment dans les enquêtes criminelles;

c) pour surveiller l'espace public, régler la circulation, contrôler les frontières et effectuer des missions générales de renseignement;

d) pour effectuer des enquêtes criminelles, notamment découvrir des délits, retrouver les délinquants et les livrer aux autorités judiciaires compétentes;

e) pour protéger les personnes et les biens et maintenir l'ordre en cas de troubles publics;

[...]

Chapitre III

Aspects institutionnels et juridiques

Article 7

CIMIN (Comité interministériel)

[...]

3. Les missions du CIMIN sont les suivantes: [...]

h) élaborer le cadre des opérations menées par les FGE ou à la demande de l'UE, de l'ONU, de l'OSCE, de l'OTAN, d'autres organisations internationales ou d'une coalition ad hoc;

[...]

Source: www.eurogendfor.eu
(Traduction Horizons et débats)

Membres fondateurs

France (Gendarmerie nationale)
Espagne (Guardia Civil)
Portugal (Guarda Nacional Republicana)
Italie (Carabinieri)
Pays-Bas (Royal Marechaussee)

Autre membre:

Roumanie (Jandarmeria Romana)

Pays partenaires

Pologne (Military Gendarmerie)
Lituanie (Viesojo Saugumo Tarnyba)

Statut d'observateur

Turquie (Jandarma)

«Pour une réorientation ...»

suite de la page 1

nos monuments historiques, comme l'Acropole, Delphes, Olympie, Epidaure et autres sites, une fois que nous avons renoncé à faire valoir nos droits.

La production a été freinée, le taux de chômage a grimpé à 18%, 80 000 magasins ont fermé, tout comme des milliers d'usines et des centaines d'artisans. Un total de 432 000 entreprises ont déposé leur bilan. Des dizaines de milliers de jeunes scientifiques quittent notre pays qui s'enfoncent de plus en plus dans les ténèbres du Moyen Âge. Des milliers de personnes qui étaient aisées jusqu'à une date récente, sont maintenant à la recherche de nourriture dans les ordures et dorment sur le trottoir.

Entretemps, nous sommes censés vivre grâce à la générosité de nos prêteurs d'argent, les banques européennes et le FMI. En fait, l'intégralité du paquet de dizaines de milliards d'euros versé pour la Grèce, retourne à son expéditeur, tandis que nous sommes de plus en plus endettés à cause des intérêts insupportables. Et parce qu'il est nécessaire de maintenir en fonction l'Etat, les hôpitaux et les écoles, la Troïka grève la classe moyenne et inférieure de notre société de taxes exorbitantes qui mènent directement à la famine. La dernière fois que nous avons vécu une situation de famine généralisée dans notre pays était au début de l'occupation allemande, en 1941, avec près de 300 000 morts en six mois seulement. De nos jours, le spectre de la famine revient dans notre pays infortuné et calomnié.

Si vous pensez que l'occupation allemande nous a coûté un million de morts et la destruction complète de notre pays, comment pouvons-nous accepter, nous les Grecs, les menaces de Mme Merkel et l'intention des Allemands de nous imposer un nouveau Gaultier, qui cette fois portera une cravate?

La période de l'occupation allemande, de 1941 jusqu'à octobre 1944, prouve à quel point la Grèce est un pays riche, et à quel point les Grecs sont travailleurs et conscients (conscience du devoir de liberté et de l'amour pour la patrie).

Lorsque les SS et la famine tuaient un million de personnes et que la Wehrmacht détruisait notre pays, confisquait toute la production agricole et l'or de nos banques, les Grecs ont pu survivre grâce à la création du *Mouvement de solidarité nationale* et d'une armée de partisans comptant 100 000 combattants, qui ont fixé 20 divisions allemandes dans notre pays.

En même temps, les Grecs ont survécu non seulement grâce à leur application au travail, mais aussi, dans des conditions d'occupation,

grâce à un grand développement de l'art grec moderne, en particulier dans le domaine de la littérature et de la musique. La Grèce a choisi la voie du sacrifice pour la liberté et la survie en même temps.

Nous avons été attaqués, nous avons répondu avec solidarité et résistance et nous avons survécu. Nous faisons maintenant

exactement la même chose, avec la certitude que le peuple grec sera finalement vainqueur.

Ils menacent de nous expulser de l'Europe. S'ils ne veulent pas de nous, nous le leur rendons au décuple; nous ne voulons pas faire partie de l'Europe de Merkel-Sarkozy.

Aujourd'hui, dimanche 12 février, Manolis Glezos – le héros qui a arraché la croix gam-

Grèce: «Pour que cela ne se répète plus jamais!»

Un film qui s'adresse aussi bien aux jeunes qu'aux adultes

thk. Le 10 juin 1944, une division SS massacra à Distomo, petit village grec, au cours de deux heures, 218 habitants disant qu'il s'agissait d'une «mesure de réparation». Ces êtres humains innocents, parmi eux des bébés, des enfants, des femmes, des hommes, des vieux furent tués aveuglément – tous ceux qui, à ce moment-là, se trouvaient dans le village. Miraculeusement, Argyris et ses trois sœurs survécurent au massacre, tandis que ses parents et 30 autres membres de sa famille trouvèrent la mort dans ce crime de guerre effectué par les Allemands.

Tout d'abord, Argyris est déplacé dans une maison d'orphelins à Athènes avant de voyager en Suisse pour se remettre, dans le village d'enfants Pestalozzi, à Trogen, des événements traumatiques. Il quitta le village d'enfants, auquel il resta attaché pendant toute sa vie, après avoir passé sa maturité. Après avoir terminé ses études à l'Ecole polytechnique de Zurich, il exerça, mathématicien diplômé de doctorat, sa profession d'enseignant dans divers lycées zurichois. Plus tard, Argyris Sfountouris s'engagea dans le Corps suisse d'aide en cas de catastrophe, et comme coopérant, entre autres, en Somalie et en Indonésie. Argyris Sfountouris a consacré toute sa vie à l'engagement pour la paix et la réconciliation parmi les peuples: «Pour que cela ne se répète plus jamais».

En 1994, lors du 50^e anniversaire du massacre, il organisa une cérémonie commémorative à Delphi, mettant au centre le sujet de la guerre et de la paix, réunissant des experts suisses, allemands et grecs. Un représentant officiel de l'Allemagne y fit pourtant défaut. Jusqu'à nos jours, Argyris Sfountouris ne se lasse pas dans sa lutte pour faire reconnaître ce massacre officiellement comme crime de guerre et pour l'indemnisation des familles des victimes. Jusqu'à présent, l'Allemagne officielle refuse de reconnaître ce crime de guerre et justifie son attitude en disant qu'il

s'agissait d'une «mesure dans le cadre de la stratégie de guerre». La plainte est pendante auprès de la Cour européenne des droits de l'homme.

Stefan Haupt, metteur en scène du film intitulé «Ein Lied für Argyris» a documenté, avec beaucoup de délicatesse, cette biographie mettant en évidence toute la problématique de la douleur, de l'indignation, de la réconciliation et de la justice qui s'y cache. Le film donne la parole à de nombreux témoins historiques, entre autres à Mikis Theodorakis. Sans ambages, le film découvre les crimes commis par la Wehrmacht allemande et les SS à l'encontre de la population civile et l'attitude inhumaine de l'Allemagne officielle. Tout enseignant traitant la question de la guerre et de la paix et les dimensions de misère que recouvrent les traces d'une guerre auprès des victimes ne peut pas éviter ce film. Il ne soulève pas seulement le destin personnel d'Argyris Sfountouris, mais les questions fondamentales concernant la coexistence paisible des peuples. Il s'agit bel et bien d'un appel, historiquement fondé, adressé à la jeunesse et aux enseignants à se préparer à la tâche de s'engager corps et âme en faveur d'une coexistence plus digne des hommes.



Le film est diffusé par la société Fontana Film GmbH; info@fontanafilm.ch

Les banques veulent de l'argent

Créanciers étrangers d'emprunts d'Etat grecs; situation en juin 2011, en milliards d'euros:

Créanciers étrangers	Valeur (en euro)
Banque centrale européenne	49 Mrd
FMS (Deutsche Hypo Real Estate)	6,3 Mrd
BNP Paribas (France)	5 Mrd
Dexia (Benelux, France)	3,5 Mrd
Generali (Italie)	3,0 Mrd
Commerzbank (Allemagne)	2,9 Mrd
Société Générale (France)	2,9 Mrd
Groupama (France)	2 Mrd
CNP (France)	2 Mrd
AXA (France)	1,9 Mrd
Deutsche Bank/Deutsche Postbank	1,6 Mrd
Landesbank Baden-Württemberg	1,4 Mrd

(cf. Spiegel Online, «Wer die grössten Griechen-Risiken trägt», 26/6/11)

Par les assurances-crédit qu'elles ont émises, les banques américaines et britanniques seraient sérieusement concernées par une insolvabilité de la Grèce.

(cf. Frankfurter Allgemeine Zeitung, «Kurseinbruch der griechischen Bankaktien», 24/10/11)

hd. Suite à la conversion de dette négociée fin mars et accompagnée par de nouveaux emprunts d'Etat, l'insolvabilité de la Grèce a été repoussée. Les grandes banques vont à l'avenir mieux assurer leurs créances et recouvrer leurs intérêts.

mée de l'Acropole, donnant ainsi le signal du début, non seulement de la résistance grecque, mais aussi de la résistance européenne contre Hitler – et moi-même nous nous préparons à participer à une manifestation à Athènes. Nos rues et nos places vont être remplies de centaines de milliers de personnes qui manifesteront leur colère contre le gouvernement et la Troïka.

Se tourner vers une coopération avec la Russie

A présent je consacre toutes mes forces à unir le peuple grec. J'essaie de le convaincre que la Troïka et le FMI ne sont pas une voie à sens unique. Qu'il y a une autre solution: changer l'orientation de notre nation. Se tourner vers la Russie pour une coopération économique et la formation de partenariats qui nous aideront à mettre en valeur la richesse de notre pays en termes favorables à notre intérêt national.

Je propose de ne plus acheter du matériel militaire aux Allemands et aux Français. Nous allons tout faire pour que l'Allemagne nous paie les réparations de guerre dues. Ces réparations s'élèvent, avec les intérêts, à 500 milliards d'euros.

La seule force capable de faire ces changements révolutionnaires, c'est le peuple grec uni en un Front de résistance et de solidarité pour que la Troïka (FMI et banques européennes) soit chassée du pays. En parallèle, il faut considérer comme nuls et non avenue tous ses actes illégaux (prêts, dettes, intérêts, impôts, achats de la richesse publique). Bien sûr, leurs partenaires grecs – qui ont déjà été condamnés dans l'esprit de notre peuple en tant que traîtres – doivent être punis.

Je suis entièrement concentré sur ce but (l'union du peuple en un Front) et je suis persuadé que nous l'atteindrons. Je me suis battu les armes à la main contre l'occupation hitlérienne. J'ai vu les cachots de la Gestapo. J'ai été condamné à mort par les Allemands et j'ai miraculeusement survécu. En 1967, j'ai fondé le PAM (Patriotikò Mètopo – Front patriotique), la première organisation de résistance contre la junte militaire. Je me suis battu dans la clandestinité. J'ai été arrêté et emprisonné dans l'«abattoir» de la police de la junte. Finalement, j'ai encore survécu.

Aujourd'hui, j'ai 87 ans, et il est très probable que je ne serai plus là le jour où ma patrie bien-aimée sera sauvée. Mais je vais mourir la conscience tranquille, parce que je continuerai jusqu'à la fin de faire mon devoir envers les idéaux de liberté et de droit.

Source: www.tlaxcala-int.org
Extraits d'une lettre écrite par Mikis Theodorakis le 12/2/12 à Athènes.

(Traduction Georgios Scourdos pour Tlaxcala)

L'armée de milice doit gagner la guerre menée contre elle sur plusieurs fronts

A propos de l'esprit, des valeurs helvétiques, de la concurrence et des corrections

par Heinz Häsler, commandant de corps à la retraite, Gsteigwiler, Suisse*

me. C'est le mérite de Heinz Häsler d'avoir résumé l'essentiel de son expérience de la vie militaire. Elle est impérisable. Bien sûr, avec le même esprit, il y a des choses qui peuvent être renouvelées. Le plus important est cependant que les constantes helvétiques qui marquent et distinguent notre organisation militaire depuis longtemps soient maintenues. Le principe de la neutralité ou la promesse aux voisins de ne pas commencer une guerre se sont révélés comme projet de paix réaliste et sensé et de valeur universelle. La Suisse a toujours eu une armée de milice pour sa protection, jamais une armée permanente. C'est le citoyen qui prend les décisions concernant l'Etat, pas l'administration. Le citoyen en uniforme garde son arme personnelle à la maison, et cela depuis le Moyen Age. L'armée n'avait que peu d'officiers de carrière, mais nombreux sont ceux qui étaient officiers par vocation. Un grand nombre de citoyennes et citoyens a toujours été formé militairement de façon crédible, armé et muni d'une volonté de défense. Grâce à tout cela, la Suisse n'a pas été occupée pendant 700 ans, sauf pendant les années napoléoniennes, et son Etat sans pareil a pu se développer proche de la nature humaine libre et sociable bien plus que partout ailleurs.

Il ne faut pas sous-estimer la cohésion intérieure du pays. Aujourd'hui elle est ancrée dans la Constitution comme but de la Confédération (art. 2 CF) et l'armée de milice, vu les cours de formation civique quelque peu réduits de nos jours, contribue à ce que les membres de l'armée apprennent à connaître le pays et sa population, se sentent solidaires et voient des régions du pays qu'ils ne verraient jamais autrement. Des amitiés sont nées et naissent toujours, qui durent toute la vie.

Une initiative populaire «Oui à l'abrogation du service militaire obligatoire» du «Groupe pour une Suisse sans Armée» (GSsA) demande l'abolition de l'obligation de servir. Elle sera probablement votée en automne 2012 ou en 2013. Celui qui s'engage pour la sauvegarde du service militaire obligatoire s'aperçoit dans une vue d'ensemble que nous nous trouvons dans un combat sur plusieurs fronts. De grands acteurs géopolitiques comme la haute finance ou la criminalité organisée veulent affaiblir les petits Etats et entraver les Etats nationaux, car ils dérangent les affaires et les pouvoirs arbitraires.

L'UE et ses Etats membres les plus influents veulent se servir de l'argent de la Suisse et l'affaiblir. L'Allemagne a besoin d'argent. Les gros pavés d'économie nationale appelés «plans de sauvetage» sont à la charge des citoyens et creusent des trous énormes pour l'avenir. La France aussi a besoin d'argent, aussi bien que l'Italie, mais là, c'est au moins la mafia qui peut encore offrir quelque chose. La Suisse paraît comme un trésor un peu naïf, mal gardé par des dames qui se laissent séduire, et sécurisé avec négligence. Ceux qui veulent affaiblir la Suisse par tranches et ainsi la préparer à l'adhésion à l'UE se sentiraient dérangés par une armée forte et crédible. Il faut donc avoir à l'œil tous ceux dans le pays qui ne se sentent pas liés au modèle d'Etat de la Suisse ou ceux dont l'attachement est ramolli par des promesses et des attraits de l'extérieur. Aussi les prétendus «utopistes» comme le GSsA et

les milieux internationalistes du PS avec leur exigence d'abolir l'armée ne soutiennent en fin de compte pas notre modèle d'Etat et ne tiennent pas compte des réseaux d'intérêts stratégiques qui œuvrent contre ce «Sonderfall» fortuné avec sa démocratie directe contrôlant le pouvoir.

Des collabos se trouvent aussi dans l'administration, ainsi qu'au DDPS. Ils n'ont pas encore été remplacés, car le chef du département a assez à faire pour stabiliser l'armée, affaiblie par ses prédécesseurs UDC. De même, les cadres militaires et le corps enseignant, engagés à l'époque des conseillers fédéraux Ogi et Schmid, ne sont pas encore remplacés suffisamment par ceux qui soutiennent le modèle d'Etat de la Suisse.

Un autre point important c'est la soi-disant professionnalisation qui a eu lieu ces dernières années avec le résultat, que de plus en plus d'officiers hauts placés sont des officiers de carrière employés. Ils ne ressentent plus les causes de la défense en tant que citoyens, mais en premier lieu en tant que salariés. Ils dépendent de leurs supérieurs et la promotion est décisive; on se garde bien de dire son opinion. Pour les officiers de milice c'est bien autre chose. Ils ne dépendent pas de l'Etat et ne sont pas asservis, ils sont libres dans leur pensée et leurs paroles. Pour un mot courageux ils risquent peut-être un arrêt de leur promotion, mais leur profession et leur existence n'est pas en danger.

Les officiers de carrière, et ceux qui veulent abolir l'armée dans le camp rose-vert, qui encouragent les engagements à l'étranger et qui veulent manier le droit international de façon «élastique», se sont liés fortement dans une alliance malsaine. Si l'armée continuait à être réduite, l'officier de carrière dépendrait d'engagements à l'étranger, sinon il perdrait son emploi. Sous cet angle, les officiers de carrière apparaissent comme les alliés naturels du PS et des Verts. Ces derniers leur assurent leur emploi, et c'est pour cela qu'ils ne s'engagent pas pour l'armée de milice. D'autre part, le personnel de milice, engagé en premier lieu pour la protection du pays, représente pour eux une concurrence qui permet des comparaisons, ce qui leur est désagréable et les dérange. De manière plus pointue on peut dire: Une armée de milice, comme Heinz Häsler la décrit, n'est pas une armée qui permet aux officiers de carrière d'avoir une vie tranquille.

Pour cette raison, mais pas uniquement, le département de la Défense n'est pas un facteur sûr dans cette guerre sur plusieurs fronts en faveur de l'armée de milice. Autrefois, on pouvait être sûr d'y avoir des alliés, ce qui n'est plus si clair de nos jours.

Le DDPS envenime depuis quelque temps les contacts sensibles dans le camp civil. Voici deux exemples pour expliquer ce fait. La manière dont sont traitées les associations de tir en ce qui concerne les tirs hors service n'est plus supportable. On serre la vis dans les directives de sécurité, on exige des choses presque surnaturelles des comités bénévoles et des responsables du tir, on demande aux associations un plus grand nombre de fonctionnaires bénévoles «à cause de la sécurité». Mais on n'augmente cependant pas le nombre de cours de formation pour cette fonction. On demande des contrôles minutieux de la part des officiers de surveillance. S'y ajoute que les consultations, formulées

de façon sérieuse et sensée, ne sont pas prises en considération. Tout cela a pour effet: «Les supérieurs nous passent la patate chaude et nous laissons nous débrouiller seuls. C'est au fait l'armée qui est responsable que les jeunes n'aient aujourd'hui plus de routine avec le fusil, et pas nous.» C'est ce qu'on entend partout. Les associations de tir sont maintenues dans leur impuissance. Les antennes de la base ne sont pas trop sensibles. Leur perception est juste. C'est le DDPS qui fâche ses alliés.

Un deuxième exemple: Les blindés M113, modernisés pour beaucoup d'argent sont détruits avec leurs moteurs neufs, leurs boîtes à vitesse neuves et leur blindage neuf etc. Le stockage des blindés dans les vieilles cavernes d'avions pour quelques milliers de francs par an serait trop cher. Bien que des privés aient offert de reprendre ces frais, bien que dans plus de 80 armées dans le monde des engins du même type et avec des standards moins performants restent encore longtemps en action, le DDPS continue la mise à la casse. Les justifications sont intenables et contradictoires. Grâce au principe de milice on peut lire sur le site Internet du «Groupement Giardino» les commentaires démasquant concernant les explications du DDPS. La base s'en rend compte et se fâche.

Ce ne sont que deux des réactions malheureusement nombreuses. Elles représentent entre autre un effet de la «professionnalisation» du DDPS. On y perd l'adhérence au sol et la proximité aux citoyens et on oublie que des milliers de personnes s'échangent entre elles et évaluent les actions et les dires du département.

Mais comment mobiliser la population pour une armée de milice et contre l'initiative du GSsA si l'on traite ceux qui s'engagent encore pour l'armée de façon si négligente et sans tact? Comment mobiliser ceux qui viennent d'observer les mauvaises excuses des cadres du DDPS lors de la destruction des M113? Comment se réjouir des nouveaux avions de combat provenant de la Suède neutre lorsque le DDPS ne s'en réjouit pas? Faut-il encore croire ce qu'ils disent lorsqu'on sait comment ils agissent dans d'autres domaines? Là, il faudra serrer les rangs, mieux d'abord les élaguer pour que des jeunes pousses fortes aient une chance.

Malgré tout, la population est derrière son armée. Plus ou moins. Mais une lutte sur plusieurs fronts contre le GSsA, contre les officiers de carrière employés, contre la manipulation et la désinformation dans la communication, contre les fuites d'information intolérables et contre le comportement envenimé du DDPS avec la milice, cette lutte n'est pas tenable. Avec les modes de RP et des «professionnels», un succès du genre de celui de l'initiative relative au désarmement ne peut pas être répété. Beaucoup de tireurs sont fâchés. Il faut une correction au DDPS. Et c'est seulement si la crédibilité est rétablie que le feu sacré de la milice peut être réveillé. Dans ce sens, l'exposé de Heinz Häsler nous donne un point de référence précieux, important dans les discussions à venir au sein de notre Etat, et nous le recommandons sans retenue. Il initie des réflexions qui renforcent la confiance et la volonté de construire ensemble notre Etat.



Heinz Häsler

Avec la chute du Mur de Berlin et la dissolution de l'Union soviétique, la situation sécuritaire a radicalement changé en 1991, aussi dans notre pays.

Le rêve d'une «paix perpétuelle» trouva tout à coup de nombreux prophètes: des gens de bonne foi, des pacifistes, des réformateurs du système de même que des représentants des Eglises et du Parlement. Comme l'a

déclaré un conseiller national lors du débat sur le programme d'armement de 1991, «où que l'on dirige son regard, on n'aperçoit aucun ennemi.» Et selon une partie des médias, «l'Armée a perdu son ennemi». Les adversaires de notre armée voyaient l'avenir en rose.

A vrai dire, dès le début des années 1960, notre armée de milice fut confrontée à des questions dont la solution lui cause aujourd'hui encore des problèmes qui n'étaient pas de nature à rencontrer des oreilles attentives.

Illusions sécuritaires et occasions manquées

L'attitude de la «génération de mai 1968» constitua un obstacle. On demanda la créa-

tion d'un service civil pour remplacer le service militaire honni qu'un noyau dur de ces esprits chimériques continue aujourd'hui de refuser.

En outre, l'«équilibre de la terreur» entre les deux grands blocs, qui dura des décennies sans qu'une menace pour notre pays ne se manifeste à première vue, suscita dans notre peuple une certaine indifférence à l'égard de notre armée. Les milieux de gauche considéraient comme inutiles, ou du moins excessifs, les efforts d'armement du gouvernement et du Parlement. Aujourd'hui, la suppression de l'armée figure même au programme de leurs partis.

Et ce sont eux qui furent les premiers à demander l'abandon du service militaire obligatoire et qui viennent de concrétiser cette demande par une initiative dangereuse. Une troupe beaucoup moins coûteuse et surtout plus réduite devrait le remplacer.

Les premiers doutes concernant notre armée de milice apparurent assez tôt dans notre Parlement à majorité de droite, mais en ces temps de bouleversement des valeurs, l'armée omit de supprimer ou d'actualiser ce qui était dépassé. On y songea au début des années 1970 sur la base du Rapport Oswald commandé par le Département militaire fédéral.

Pendant des recommandations de ce Rapport relatives à un renforcement de l'efficacité de l'instruction et du commandement ne furent pas prises en compte et le peuple n'en eut pas connaissance.

En revanche, le haut commandement de l'armée se précipita sur les modifications

des formes également critiquées. On put les réaliser sans grever davantage le budget militaire.

Excellentes performances malgré tout

La troupe considéra l'assouplissement de la discipline comme une mesure moderne et progressiste. Le manque de directives et de soutien désorienta les commandants et les cadres subalternes. La plupart du temps, ils n'osèrent pas intervenir de manière énergique dans les cas de manquements. La troupe donna bientôt vis-à-vis de l'extérieur l'impression de manquer d'ordre.

On ne se rendait pas compte que la troupe en service continuait à réaliser d'excellentes performances – et elle le fait toujours.

Aussi les citoyens rendirent-ils à tort le Rapport Oswald responsable du manque de discipline, du laisser-aller et du désordre dans l'armée. Or le responsable était le haut commandement de l'armée.

A l'étranger, en particulier dans les Etats du tiers monde, d'innombrables conflits internes avaient éclaté. Des groupements de militants aux idéologies et objectifs politiques ou religieux divers livraient des combats entre eux ou contre les pouvoirs officiels: sujet inépuisable pour les médias du monde entier.

Qu'il s'agisse de combattants pour la liberté, de francs-tireurs, de rebelles ou de groupes terroristes, les médias parlent d'une manière générale de «milices». L'apparition fréquente dans tous les médias de ces

* Heinz Häsler, fils d'un paysan de montagne et garde-forestier, est né en 1930 à Gsteigwiler (canton de Berne). Diplômé de l'Ecole normale de Hofwil, il fut instituteur à Merlingen. En 1952, il épousa Edith Irene Lenz, fille d'un technicien en génie civil. Plus tard, il fut officier instructeur de l'armée. En 1975, il suivit l'US Army Officers Advance Course de Fort Sill dans l'Oklahoma. Ensuite, il prit la direction du département Organisation et formation. En 1981, il devint divisionnaire et sous-chef de l'état-major à la planification à l'état-major du Groupement de l'état-major général. En 1981, il prit le commandement de la 3^e Division de campagne et de 1988 à 1989, il commanda au titre de commandant de

corps le 2^e Corps d'armée de campagne. De 1990 à 1992, il fut chef de l'état-major général.

Depuis sa retraite, il se livre à l'écriture de récits en dialecte de Gsteigwiler. En 1997 est paru «Der Franzos un ander Gschichti u Gedicht», en 2001 «Buobezyt. Heiters un o weniger Schöös us junge Jahren», en 2012 «Vo Lliebi u Trüwwi» (publié également sous forme d'un audio-livre lu par l'auteur).

Le présent article est la traduction de l'exposé qu'il a présenté lors de l'Assemblée générale du «Groupement Giardino» le 3 mars dernier et qui était intitulé «Wehrmodell Miliz und Wehrpflichtarmee» («Le modèle de l'armée de milice et de son obligation de servir»).

«L'armée de milice ...»

suite de la page 3

masses de combattants et d'enfants soldats brutaux conduisit à une assimilation à notre milice.

Or nos citoyens et citoyennes en uniforme n'ont vraiment rien de commun avec ces hordes hétéroclites.

Pourtant cela, ajouté au comportement peu convaincant de nos soldats en public, peut avoir donné l'impression qu'avec de tels militaires, on ne pourrait pas lutter contre les menaces actuelles et futures.

Malheureusement, ce fut aussi ce que pensaient des représentants de l'économie et de l'industrie qui ont un intérêt économique à ce que leurs ouvriers et employés ne s'absentent plus pendant des semaines, voire des mois pour accomplir leurs devoirs militaires. Si autrefois on trouvait encore des industriels et des politiques de premier ordre qui exerçaient les fonctions d'officiers supérieurs, ils se sont faits de plus en plus rares. Des candidats très qualifiés ne sont plus mis à notre disposition pour une formation d'officier et ceux qui tiennent à l'accomplir se voient menacer de perdre leur emploi. Même des patrons de PME qui s'accommodaient sans difficulté de leurs absences et de celles de leurs collaborateurs prétendent aujourd'hui que ces absences constituent le problème principal du service de milice. Il est évident que ceux qui sont brouillés avec l'armée les approuvent.

«Mais nous n'en sommes pas là»

Il ne fait aucun doute que l'actuelle société d'abondance renforce encore cette attitude, au point qu'en certains endroits du monde, on se fait la guerre. Mais nous n'en sommes pas là. Chez nous, la situation sécuritaire est dépourvue de tensions et tout va bien pour nous. Pourquoi irions-nous perdre notre temps à accomplir notre service militaire?

Une armée, d'accord peut-être, mais dont les coûts n'obligent pas à raboter le budget des autres départements et qui ne nécessite pas de concessions sensibles de la part de l'économie et de l'industrie.

Il n'est plus question de savoir de quelle armée nous avons besoin pour assurer la sécurité du territoire et de ses habitants mais combien nous devons encore dépenser pour notre armée.

Sa mission constitutionnelle devient secondaire. Si elle est contraire aux intérêts économiques, on peut en réduire le budget, de manière à permettre à l'économie et aux finances fédérales de «revivre».

On entendit finalement dire que si le Parlement voulait encore réduire le coût de l'armée, on devrait reformuler sa mission et réduire ses effectifs. Cette manière de voir est consciemment ou inconsciemment présente au Parlement. En fin de compte, il faudrait renoncer à notre armée.

La demande du Conseil fédéral de prévoir une armée de 80 000 hommes montre que nous sommes déjà sérieusement engagés dans cette voie. Au vu de la situation sécuritaire actuelle, on estime qu'une armée suisse à effectif réduit est suffisante.

Cela dit, on laisse en suspens la question de savoir comment on pourra garantir 24 heures sur 24 et sur une longue durée la protection contre les attentats terroristes de quelconques militants politiques ou religieux, la protection de nos infrastructures énergétiques, des lacs de retenue aux centrales nucléaires, des aéroports internationaux, des centres de commande des chemins de fer et des communications, de la radio et de la télévision, de même que des bâtiments des gouvernements et des parlements.

Qui, en cas de catastrophe naturelle d'ampleur nationale, est en mesure d'apporter rapidement une assistance durable aux populations touchées?

Les armées professionnelles sont coûteuses et dangereuses pour la démocratie

La solution ne saurait être les quelques milliers de soldats de métier ou le même nombre de volontaires d'une armée de milice réduite à peu de chose dont une partie n'est guère faite pour ce service.

De toute façon, qui se porterait volontaire en tant que mercenaire? Sûrement pas des hommes et des femmes qui ont un emploi assuré. Voyons ce qui se passe en Allemagne:

après une année d'armée de métier, on n'arrive pas à lever les effectifs suffisants.

Qui est à disposition? Des gens qui n'ont pas de métier, des paresseux et des Rambo. Notre peuple en viendrait à se méfier d'une telle mini-armée formant une nouvelle caste. Il se méfierait également du gouvernement qui aurait alors un pouvoir absolu sur l'armée et qui, lors d'opérations à l'intérieur du pays, devrait compter sur des soldats qui obéiraient au mauvais principe selon lequel «celui qui paie les pipeaux commande la musique».

En outre, qu'advierait-il de ces mercenaires quand ils auraient quitté l'armée, eux qui n'auraient appris aucun métier à part celui de soldat? Ils n'arriveraient guère à s'intégrer dans le monde du travail. Nous connaissons de tels exemples à l'étranger bien que là-bas on n'aime pas en parler.

En ce qui concerne l'aspect financier, il faut savoir que beaucoup de partisans d'une armée de métier demandent des effectifs de 30 000 soldats. On évalue à 100 000 francs les coûts individuels représentés par les salaires, les charges sociales, les frais occasionnés par les maladies et les accidents, ce qui représente en tout 3 milliards de francs. Et cela pour une troupe de mercenaires numériquement moins importante que l'ensemble des spectateurs du Stade de Suisse à Berne lors d'un match Young Boys contre Bâle.

Selon le budget actuel du DDPS, il resterait alors tout au plus 2 milliards. La mise en place de l'infrastructure et le fonctionnement de la nouvelle armée nécessiteraient la totalité de cette somme les premières années et au moins la moitié plus tard.

De plus, où seraient basées ces nouvelles troupes qui seraient recrutées dans toutes les régions du pays? Nous n'avons pas de places d'armes pouvant héberger les quelques milliers de familles de ces militaires de carrière. A l'étranger, l'Etat fait en sorte de les loger dans les diverses casernes.

Il est impossible que les militaires de carrière se rendent quotidiennement sur leur base et rentrent chez eux le soir ou, comme c'est le cas lors des permissions de l'armée de milice, qu'ils ne voient leur famille que le week-end. Il s'agit là d'un problème que les partisans de l'armée de métier évitent de poser.

Que feront, dans notre pays, les mercenaires quand ils ont terminé leur instruction, à une époque où, à ce qu'on prétend, il n'y a guère de problèmes de sécurité? Pour empêcher que notre peuple ne les voie, va-t-on les envoyer presque tous dans des pays en proie à des conflits où ils obéiront à un commandement étranger?

Cela signifierait que nous abandonnons le principe de la neutralité armée perpétuelle. Certes à la grande joie de ceux qui veulent s'en débarrasser en supprimant l'armée.

Ces quelques remarques ont pour but de montrer ce qui arriverait si l'on cédait aux défenseurs de l'armée de métier.

Les futures forces armées de notre pays ne peuvent ni ne doivent être composées d'une troupe de mercenaires ou d'une milice de volontaires marginale. Cela constituerait une étape vers l'abandon total de nos capacités de défense.

Une armée de métier serait loin d'atteindre le niveau de l'armée suisse actuelle

Pour notre petit Etat indépendant, seule entre en ligne de compte l'armée de milice reposant sur le service militaire obligatoire.

Ses avantages sont évidents: Aucune armée au monde n'atteint, même approximativement, le haut niveau de formation scolaire et professionnelle civile des cadres et des autres soldats de l'armée suisse.

Traditionnellement, on disait que les soldats de notre armée y étaient employés selon le principe de «la bonne personne à la bonne place». Il y avait alors, et il y a encore dans notre armée de milice, davantage «de bonnes personnes» (c'est-à-dire de soldats et de soldats bien formés) que «de bonnes places» (c'est-à-dire d'emplois exigeants) pour eux. Par exemple, lorsqu'on demande à des canonniers hautement qualifiés professionnellement de servir de pourvoyeurs de pièce d'artillerie, on ne peut pas prétendre que ces soldats sont intellectuellement dépassés.

Le service veut que de nombreuses tâches militaires correspondent au savoir-faire ou

au niveau intellectuel de nos soldats. D'un autre côté, les nombreuses connaissances du domaine civil que possèdent déjà les cadres et la troupe permettent de raccourcir considérablement le temps d'instruction même pour les fonctions militaires exigeantes.

Voici un exemple personnel parmi beaucoup d'autres: A l'occasion d'une rencontre annuelle de tous les attachés à la Défense accrédités en Suisse, une visite de l'Ecole des troupes blindées de Thounne avait été organisée. Les recrues qui en étaient au premier tiers de leur temps d'instruction présentèrent la conduite tout terrain et le tir avec tube réducteur à l'aide du canon du char *Léopard 2*. Le taux de réussite fut de 100%. Pendant la présentation déjà, un attaché du tiers monde releva avec quelque ironie qu'on leur présentait une élite bien exercée de militaires de carrière. Lorsque l'on rassembla les recrues et que le chef de groupe traduisit en un bon anglais les indications données sur leur profession dans le civil, le colonel sembla renforcé dans son opinion. Au bord de la colère, il déclara qu'il était tout à fait impossible d'avoir dans une seule section de chars autant de soldats aussi bien formés professionnellement et qui atteignent ce niveau après quelques semaines d'instruction seulement. Enervé, il fut le premier à remonter dans le car et ne voulut plus rien entendre.

C'est pourquoi il est incompréhensible que certains «experts de l'armée» prétendent que l'armée de milice limite aujourd'hui les capacités de notre armée dans le contexte stratégique et opérationnel. La comparaison avec les militaires de carrière, qui n'ont, pour la plupart, pas de profession civile, nous montre que ce n'est pas le cas.

Le capital le plus précieux de notre armée de milice, ce sont les citoyens et citoyennes en uniforme. Or on ne l'exploite pas complètement dans l'armée actuelle. Quand le service obligatoire se termine à 30 ans, et à 19 ou 20 ans pour les militaires en service long, l'armée se prive de milliers de soldats dont la plupart n'atteindront le sommet de leur carrière professionnelle ou occuperont des fonctions politiques que des années plus tard.

Les citoyens et citoyennes en uniforme, capital le plus précieux de notre armée de milice

On ne comprend pas pourquoi l'âge des obligations militaires est si précoce quand on constate que l'évolution démographique de notre peuple entraîne un manque en matière de relève militaire et permet qu'environ 50% seulement des assujettis au service militaire accomplissent leur service.

Il est possible de remédier à ce problème:

1. On peut relever l'âge des obligations militaires.

Si après avoir effectué tous leurs cours de répétition, des militaires restaient des soldats encore soumis à l'obligation de servir, l'armée n'y perdrait rien. On prétend que les connaissances militaires seraient rapidement oubliées pour finir par disparaître complètement. Je ne suis pas d'accord. Pour manipuler certaines armes et certains appareils modernes, il y aurait des jeunes gens du service actif et les tâches moins exigeantes pourraient être effectuées par des militaires plus âgés. Parmi ceux-ci, nombreux seraient ceux qui, après quelques journées d'instruction, seraient tout à fait capables de manipuler les armes et les appareils nouveaux. Lors des engagements en cas de catastrophe, par exemple, je préfère un conducteur d'excavatrice expérimenté de 35 ans à un militaire en service long à qui on a appris le maniement du même engin au cours de quelques leçons d'école de recrues.

2. On peut augmenter le taux des conscrits déclarés aptes au service militaire.

Et cela en réintroduisant l'aptitude différenciée. Nous avons commencé à le faire dans les années 1980 pour y renoncer plus tard. On estimait qu'il y avait suffisamment de nouveaux militaires pour une armée réduite.

Mais il n'est pas nécessaire aujourd'hui que chaque soldat ait des muscles d'athlète olympique. Il existe suffisamment de tâches pour ceux qui souffrent de légers handicaps physiques.

3. Il ne faut plus accepter les innombrables recommandations de dispense fournies trop facilement par certains médecins. L'aptitude, différenciée ou non, des conscrits doit être examinée par des médecins des conseils de recrutement et il faut pour cela fixer des critères stricts, quel qu'en soit le prix.

Alors que le taux de conscrits déclarés aptes au service était autrefois de 85%, il a baissé maintenant, compte tenu des nombreux moyens d'échapper au service militaire, de 30%.

Connaissance du pays et des situations

Notre armée a un autre grand avantage: Dans le service actif, qu'il s'agisse de défense, de protection de la population, de catastrophes naturelles ou d'engagements militaires ne relevant pas du contexte d'une guerre, l'armée de milice peut disposer d'excellentes infrastructures.

Nos troupes ne doivent pas posséder tous les équipements que possèdent les armées étrangères qui – pour quelques raisons que ce soit – doivent effectuer des opérations loin de leur pays. Notre armée ne se délocalise pas. Elle doit correspondre à la situation de notre pays et ne doit par conséquent pas être une copie en miniature des forces armées étrangères. Il faut revenir au slogan des années 1960: Nous ne voulons pas d'une armée de poche bénéficiant d'une technologie de pointe.

Si le haut commandement de l'armée est de cet avis, les troupes s'exerceront, comme elles l'ont toujours fait, sur nos terrains. Des dispositions détaillées ont déjà été prises pour protéger les ouvrages et les installations et les troupes peuvent s'y préparer sur place. De même, la collaboration avec les autorités cantonales et communales est déjà clairement définie.

L'armée a déjà convenu avec les propriétaires de l'utilisation, lors de cours de répétition, des dispositifs civils, par exemple de la logistique et de beaucoup d'autres infrastructures. Les troupes de ravitaillement collaborent avec les employés de boulangeries et de petites et grandes entreprises de transformation de la viande, si bien que l'approvisionnement de la population et de l'armée est assuré. Pour les états-majors et les unités, on prépare les repas dans les hôtels car leurs cuisines sont inutilisées en raison de l'absence de touristes. Cela permet de se passer de cuisines roulantes de luxe qui coûtent chacune 230 000 francs.

Or on n'évoque guère ces questions dans l'armée d'aujourd'hui.

En matière d'acquisitions ainsi que dans d'autres domaines, on copie l'étranger. On ne se pose pas la question des besoins. On argumente par exemple en disant: Les forces américaines possèdent ceci ou cela. Voici un exemple qui fera sourire: les vaches à eau de 50 litres faisant partie de l'équipement de nos éclaireurs. Quand je lui ai demandé si on avait l'intention de sauter en parachute dans le désert de Gobi, un officier m'a répondu, lors d'une Journée de l'armée, qu'il se pourrait que l'eau potable du pays soit empoisonnée. Donc si toutes les rivières, tous les ruisseaux, tous les réservoirs et toutes les sources étaient empoisonnés, les éclaireurs pourraient survivre 3 jours de plus que le reste de la population!

Notre armée de milice doit tirer profit des ressources de notre pays et se limiter, en matière d'équipements, à ce qui est nécessaire.

Quand la haute technologie est nécessaire, il faut l'acquérir mais en matière d'équipements moins sophistiqués, il faut se contenter de ce qui est suffisant. Il ne faut pas gaspiller l'argent dans l'achat d'équipements luxueux ou dont la technologie n'est pas au point, comme le *Système de conduite et d'information des Forces terrestres*, qui a déjà coûté 700 millions de francs et n'a donné aucun résultat militaire. Il n'est pas honteux d'être économe; au contraire, c'est une vertu et, pour notre armée, une obligation.

L'instruction militaire commune crée la confiance

Deux autres avantages de l'armée de milice sont la formation simultanée des soldats et la composition des formations. Avant

«L'armée de milice ...»

suite de la page 4

Armée XXI, lors du recrutement, tous les conscrits des troupes aussi bien cantonales que fédérales étaient répartis en fonction de critères régionaux. *Armée 95* a abandonné les classes d'âge *élite* et *Landwehr*. On aurait pu laisser les militaires dans la même unité jusqu'à la fin de leurs obligations militaires à 40 ans. En cas de changement de profession, des modifications étaient possibles afin de mieux utiliser les capacités des soldats. Malheureusement, les planificateurs d'*Armée XXI* ont renoncé à cet avantage.

Le fait que les cadres et autres soldats venant de la même région étaient ensemble pendant de longues années créait une grande solidarité et une communauté de destin parce qu'ils se connaissaient déjà dans la vie civile. Ainsi, un équipage de pièce et son chef restaient ensemble pendant plusieurs années. Des changements intervenaient seulement lorsqu'un chef ou un canonnier n'avait pas effectué ses cours de répétition. Le nouveau était rapidement intégré. A l'intérieur d'une batterie régnait une saine rivalité. Chaque groupe, chaque unité même d'une formation avait à cœur d'être les meilleurs. Dans la Division de campagne 3, les commandants d'unité avaient une liste de ceux qui maniaient le mieux les armes et les appareils collectifs, par exemple le tube roquette, la mitrailleuse, la radio, le réglage d'une pièce d'artillerie. Ces listes faisaient partie des actes de commandement et devaient être contrôlées et mises à jour lors de chaque cours de répétition. Il s'agissait là d'une parfaite planification en vue d'obtenir des soldats une efficacité maximale au combat.

En temps de crise, cette connaissance réciproque du caractère, des qualités et des défauts des camarades, voire de leur vie civile, ajoutée à une instruction militaire approfondie, aurait une valeur inestimable pour les cadres comme pour la troupe dans toutes les formes de service actif.

Le vécu du service militaire était souvent un sujet de discussion dans la vie civile. Chez soi, sur les lieux de travail, au bistrot du village, on critiquait, on louait, on se vantait. Des auditeurs de tous âges prêtaient une oreille attentive aux idées et aux souvenirs de service militaire de milliers de soldats, d'officiers et de sous-officiers.

Celui qui avait accompli ses devoirs militaires sur une longue durée se sentait lié pour la vie à l'armée de milice: il n'avait pas servi simplement dans l'armée mais dans sa *Compagnie de fusiliers III/33* ou sa *Compagnie de sapeurs I/3*.

J'ai sous les yeux l'invitation à la rencontre des anciens des batteries du groupe obusiers 9. Elle a lieu le 27 avril de cette année. J'étais officier de la 2^e Batterie. Or ce groupe a été dissout par l'Organisation des troupes au début des années 1960, il y a 50 ans. Pour tous ces camarades, la milice ne prenait pas fin le dernier jour de l'année de service long ou du 6^e cours de répétition, mais au moment de la mort.

Se sentir lié à l'armée et le montrer aux autres citoyens, en particulier aux jeunes, suscitait la confiance de la grande majorité de la population dans cette armée.

Si cet ancrage de l'armée de milice dans le peuple a disparu ces dernières années, il est possible que l'esprit du temps et la situation nouvelle aient joué un rôle. Mais malheureusement les responsables sont aussi les planificateurs de l'armée qui n'étaient pas conscients de l'importance de l'armée de milice pour la défense de notre pays, ou pire encore, la considéraient comme dépassée et la négligeaient.

Toutefois une armée où, en raison d'une courte durée des obligations militaires fixée arbitrairement, on ne trouve aucun représentant du monde politique communal, cantonal ou fédéral, où on ne rencontre pas d'artisans ou d'ouvriers expérimentés ni d'entrepreneurs et d'industriels, ni de paysans possédant leur propre ferme, ni de pères d'adolescents, qui effectuent leur service tous ensemble, a de la peine à maintenir dans le peuple la conscience du caractère unique du service obligatoire et de la milice.

Ceci dit, notre armée de milice doit aussi, comme toutes les forces armées du monde, s'adapter aux changements de la situation

sécuritaire et évoluer afin de pouvoir faire face aux menaces futures. Dans les armées de métier étrangères, les volte-face peuvent se faire en quelques mois. Leurs cadres et leurs troupes sont mobilisés en permanence. On définit une nouvelle doctrine d'intervention puis on se charge des armements et de l'instruction des soldats.

J'ai passé toute l'année 1975 à l'École militaire de l'artillerie américaine. En juin, la guerre du Vietnam prit fin. Jusque-là, on apprenait aux formations d'artillerie, approvisionnées par l'aviation, à combattre de manière isolée. Au début d'août, la nouvelle doctrine du *théâtre de guerre européen* avait été élaborée et l'instruction, sur les bases de formation, avait lieu aussi bien pour les cadres que pour la troupe en fonction de nouvelles directives stratégiques, opérationnelles et tactiques. Et presque au même moment, des appareils et équipements étaient disponibles qui prenaient en compte le changement entre le climat de la jungle et celui de l'Europe. C'était impressionnant.

Or l'armée suisse ne peut pas rivaliser avec l'armée américaine. Et, sur bien des aspects, elle n'a pas besoin de le faire.

Conserver ce qui a fait ses preuves et rénover en s'adaptant aux besoins ...

Dans notre système de milice, du moins tant que nous respecterons le principe de neutralité, il n'est pas question d'engagements au-delà de nos frontières, à l'exception de quelques opérations de maintien de la paix. Nos troupes peuvent, dans toutes les situations stratégiques de notre pays, s'appuyer sur les avantages mentionnés.

C'est pourquoi, si la situation sécuritaire vient à changer, nous ne sommes pas obligés de réinventer totalement notre armée et de jeter par-dessus bord tout ce qui existe comme étant dépassé et inutilisable. D'ailleurs nous ne pouvons pas le faire.

Naturellement, nous devons constamment étudier les approches stratégiques et opérationnelles des armées étrangères et les comparer avec nos besoins et nos moyens. Il serait fatal de nous en tenir à notre pré carré.

Il faut examiner ce qui mérite d'être conservé - ou, le cas échéant, amélioré - et dans quels domaines il convient de liquider ce qui est dépassé et le remplacer éventuellement par du nouveau.

Mais ce qui se passe actuellement, comme me l'a dit un des jeunes planificateurs d'*Armée XXI*, est voué à l'échec. Pour cet officier supérieur d'état-major, «dans la nouvelle armée, pas une seule pierre de l'édifice ne restera debout». Nous nous en sommes rendu compte!

L'*Armée XXI* a été introduite grâce à un grand déploiement médiatique. Les «experts» ne tarissaient pas d'éloges: selon eux, l'armée s'était enfin engagée dans la voie de la modernité. Quiconque osait exprimer des doutes sur ce nouveau produit était traité de passéiste, de «nostalgique de la guerre froide».

... plutôt que copier des manuels entiers de l'armée américaine

Des chapitres entiers de manuels de l'armée américaine ont été «helvétisés». On a notamment voulu introduire le *principe modulaire* selon lequel on regroupe des formations en fonction des différentes missions. Or il n'est pas du tout adapté à une armée de milice. Bien qu'il s'agisse là d'un détail insignifiant, il est caractéristique des procédés des planificateurs.

Outre le grade de Fourier, six nouveaux grades de sergent-major copiés sur la structure américaine, allant du simple sergent-major à l'adjudant-chef, ont fait leur apparition. Le sergent s'est vu attribuer un supérieur: le sergent-chef. Et finalement, l'appointé-chef est venu s'ajouter à l'appointé. On l'avait probablement découvert dans la Wehrmacht et l'on n'était pas gêné par le fait que ce grade était, lors de la Première Guerre mondiale, celui d'un certain *Adolf Hitler* qui plus tard, sous le titre de «Führer», conduisit son peuple et de grandes parties de l'Europe à la ruine.

Notons que le nombre des ardents partisans d'*Armée XXI* a nettement diminué. Beaucoup ont pris leurs distances dans le plus grand secret et prônent maintenant, comme étant le nec plus ultra, une armée de métier.

Questions non résolues posées par Armée XXI

Lors de la planification d'*Armée XXI*, on a jeté par-dessus bord des choses essentielles, sans tenir compte des dommages infligés à l'armée de milice, particularité suisse, ni des questions financières. Voici quelques exemples:

Les compétences des chefs de l'armée ont été considérablement réduites à la suite de la séparation entre commandement et instruction: erreur fatale qu'on essaie maintenant de réparer.

Le système de mobilisation a été abandonné. On ne nous dit pas comment mobiliser rapidement tout ou partie de l'armée. On nous dit que les premiers à se rassembler seront les militaires contractuels, les militaires de carrière et les militaires en service long. Reste à savoir après combien de semaines d'école de recrues ces derniers seront aptes à participer à une opération urgente. On estime qu'il faudra des semaines, voire des mois, pour que l'armée soit totalement opérationnelle. On débite des âneries au sujet d'une montée en puissance de l'armée au cours des années. On ne nous dit pas comment on va créer les places de formation supplémentaires nécessaires et d'où viendront les formateurs et les cadres de la milice. De plus, l'achat d'équipements et d'armements supplémentaires engloutirait des milliards. Qui accordera ces crédits et quand?

En raison du fait que dans l'armée actuelle déjà des brigades entières n'ont plus de chars de grenadiers, il est permis d'exprimer des doutes.

Comment procédait-on autrefois lors des organisations de l'armée? Chaque militaire savait où il allait être incorporé. Chaque unité possédait ses propres armes et ses propres appareils entreposés dans sa caserne. Tout était là à disposition en permanence, jusqu'aux lunettes de protection du tube roquette. Toute l'année, un régiment d'infanterie était prêt à intervenir, un bataillon dans les deux heures, les autres dans la demi-journée. On aurait pu procéder à des mobilisations partielles en fonction des missions. La mobilisation était commandée et supervisée par les militaires des places de mobilisation dont les chefs étaient d'anciens commandants de bataillon, voire de régiment expérimentés. On faisait des exercices de mobilisation. Dans le premier *Plan directeur de l'Armée*, on pouvait lire, au milieu des années 1980, qu'il fallait continuer à améliorer l'organisation de la mobilisation.

Les planificateurs d'*Armée XXI* y ont renoncé au lieu d'examiner en quoi cette organisation devait être mise à jour. On n'a jamais prévu de la remplacer.

Le sentiment euphorique éprouvé à créer une nouvelle armée suisse moderne a conduit à des décisions incompréhensibles également en matière de logistique. En alléguant que tout ce qui avait existé jusqu'ici était désuet et ne valait plus rien, on misa sur la nouveauté. Ainsi une partie des brigades de combat reçurent des chars suédois. L'autre partie devait être équipée dans le cadre de tranches ultérieures. On observe cette procédure de modernisation également dans les armées étrangères. Il n'y a pas d'armée au monde qui puisse en même temps doter ses forces armées de matériels neufs et coûteux. Cependant, jusqu'à ce que la modernisation soit achevée, les anciens appareils et véhicules doivent continuer à être utilisés. Or ce n'est pas le cas dans notre *Armée XXI*.

On a caché plusieurs centaines de chars *M113* dans une caverne d'avions abandonnée et on les y laisse moisir. Mais une autre tranche de nouveaux chars n'est pas en vue parce que l'argent manque et que l'on a modifié les priorités d'armement.

Ces jours-ci, les premiers contingents de *M113* roulent non pas vers les brigades qui n'ont pas encore de chars, mais partent à la casse. On nous explique que «dans 10 ans, les *M113* seraient de toute façon désuets» ou, plus étrangement, que «comme la vitesse de pointe des *Léopard II* est de 68 km/h et celle des *M113* de 64 km/h seulement, ces derniers ne peuvent pas suivre les autres sur le terrain»!

Matériel et équipements laissés à l'abandon

Bien que j'aie d'autres exemples à donner, je vais cesser ici mes jérémiades. Retenons une chose: *Armée XXI* est un échec.

C'est ce que constatent non seulement les «nostalgiques de la guerre froide» mais également ceux qui ont créé cette armée. Elle reposait sur des rêves irréalissables, ce qui a entraîné des mauvaises décisions. On essaie maintenant d'y remédier, et cela à tous les niveaux.

Et à la tête de l'armée a lieu ces jours-ci une conférence de doctrine qui montre que même 10 ans après la mise en route en grande pompe d'*Armée XXI*, on est encore à la recherche d'idées fondamentales.

Le responsable de la politique de sécurité du DDPS écrit laconiquement, dans la dernière édition de l'*Allgemeine Schweizerische Militärzeitschrift*: «Les missions de l'armée n'ont guère changé au cours des 20 dernières années.» Mais on cherche au moins à élaborer une nouvelle doctrine. Mieux vaut tard que jamais.

Toutefois en examinant la nouvelle «structure de base» de l'armée et son «ordre de bataille», on constate que ni la loi de la simplicité ni celle de l'unité du commandement ne sont respectées.

La nouvelle structure est complexe et opaque. Elle distingue les forces de défense et les forces d'engagements subsidiaires et crée donc une armée à deux vitesses dont les éléments ne peuvent pas se soutenir mutuellement de manière durable.

Et, ce qui est un aspect particulièrement négatif, ce sont les changements prévus dans le commandement dans les différents types d'engagements et même lors des situations de crise.

Notre armée de milice est moderne ... si nous la voulons

Il ne m'appartient pas d'aborder les questions d'acquisitions et d'organisation des troupes. Ce que j'ai tenté d'expliquer était que notre armée de milice, fondée sur le service militaire obligatoire, n'est ni obsolète ni un modèle de fin de série.

Elle est moderne car dans aucun autre pays l'armée de milice n'a un si bel avenir qu'en Suisse, mais seulement si l'on connaît et respecte ses capacités et qu'on les considère comme le fondement d'un développement futur.

Il est permis de supposer que les planificateurs actuels et futurs de nos forces armées en tiendront compte après les expériences négatives faites avec *Armée XXI*.

Mais le développement de l'armée ne doit pas être uniquement l'affaire du haut commandement et du DDPS. Le Parlement doit également être mis à contribution. Etant donné l'actuelle majorité de droite, cela devrait être possible.

Notre peuple devrait se rendre compte que cette majorité considère la sécurité de notre territoire et de ses habitants comme un objectif prioritaire.

S'il en est ainsi, notre armée de milice fondée sur le service militaire obligatoire pourra prendre le virage nécessaire et évoluer renforcée. Tels sont la conviction profonde et le souhait d'un des derniers «passéistes».

(Traduction *Horizons et débats*)

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante,
l'éthique et la responsabilité
Pour le respect et la promotion du droit international,
du droit humanitaire et des droits humains

Editeur
Coopérative Zeit-Fragen
Rédacteur en chef
Jean-Paul Vuilleumier
Rédaction et administration
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél. +41 44 350 65 50
Fax +41 44 350 65 51

hd@zeit-fragen.ch
www.horizons-et-debats.ch
CCP 87-748485-6
IBAN: CH64 0900 0000 8774 8485 6
BIC: POFICHBEXXX

Imprimerie
Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 198.- frs/ 108.- euros

ISSN 1662 - 4599

© 2012 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations. Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».

L'«Europe» n'est-elle plus capable de faire autre chose?

Un nombre d'Européens toujours plus important passent à travers les mailles du filet social

par Liz Alderman

ab. On est mal à l'aise: dans la fière Europe qui fait partie des pays industrialisés jouissant de la liberté de la presse et dont tous les médias pratiquent 24 heures sur 24 une propagande capitaliste néolibérale, nous sommes obligés de recourir à un journal américain pour être informés sur la situation sociale chez nos voisins. Ainsi, l'*International Herald Tribune* des 14-15 avril aborde la question de l'augmentation des suicides chez les hommes au plus fort de leur carrière dont la crise économique a ruiné les projets professionnels. Il s'agit de personnes actives, ambitieuses, de jeunes pères de famille.

Comment traitons-nous nos concitoyens? Où allons-nous? Au cas où nos collègues de gauche feraient la réponse standard consistant à dire que les personnes concernées doivent exercer une influence politique au travers de manifestations, ils devraient préciser s'ils veulent jouer les Winkelried pour combattre la nouvelle troupe d'intervention de Sarkozy-Merkel et protéger leurs concitoyens contre les armes de l'Eurogendfor. Non seulement la Grèce, l'Irlande, le Portugal, l'Espagne et l'Italie, mais également la France sont concernés par un appauvrissement de leur population provoqué au mépris des analyses et des conseils des économistes. La réaction des gouvernements est de recourir aux armes ou de laisser les gens se suicider.

La récession a des conséquences de plus en plus graves et un grand nombre de travailleurs pauvres passent à travers les mailles du filet social.

En fin de journée, *Melissa Dos Santos* va rejoindre après son travail un habitat assez minable: une minuscule caravane dans un camping situé à une trentaine de kilomètres au nord de Paris, où un grand nombre de personnes qui ont de la peine à nouer les deux bouts vivent sur un vaste terrain conçu à l'origine comme une retraite bucolique pour vacanciers.

«J'ai passé ma jeunesse dans une maison; mais vivre dans un camping n'est pas la même chose», dit mélancoliquement Mme Dos Santos, 21 ans.

Son rêve de partager une vie plus normale avec son petit ami dans un appartement s'est évaporé quand l'un comme l'autre n'ont trouvé que des emplois rémunérés au RMI, elle dans un supermarché et lui comme balayeur dans les rues de Paris, cela après des mois de recherches infructueuses d'emplois mieux payés.

«Les gens nous traitent de «marginiaux» dit-elle. Ça nous détruit peu à peu.»

La crise persistante de l'euro peut bien faiblir, la détresse économique qu'elle a laissée dans son sillage met en difficulté un grand nombre de travailleurs en France comme dans le reste de l'Union européenne. Aujourd'hui, des centaines de milliers de personnes vivent dans des campings, des voitures ou des chambres d'hôtel bon marché et des millions, incapables de subvenir à leurs propres besoins, se partagent un logement avec des parents.

Les travailleurs pauvres d'Europe

Ces gens représentent la couche la plus pauvre des travailleurs pauvres d'Europe: une part croissante de la population qui glisse entre les mailles du filet social longtemps vanté en Europe. Beaucoup d'entre eux, particulièrement des jeunes, doivent se contenter d'emplois mal payés ou temporaires qui remplacent les emplois permanents disparus au cours de la crise économique.

Economistes, fonctionnaires européens et organisations qui suivent de près la protection sociale nous avertissent maintenant que la situation se détériore. Alors que les gouvernements européens répondent à la crise par d'importantes coupes budgétaires et davantage de flexibilité dans le monde du travail, les travailleurs pauvres vont exploser, a écrit *Jean-Paul Fitoussi*, professeur d'économie à l'*Institut d'Etudes Politiques* de Paris.

Cela ne devrait arriver, et surtout pas aux Français. Avec les lois généreuses sur le salaire minimum et la sécurité sociale la plus développée au monde, les Européens sont

«... met en difficulté un grand nombre de travailleurs en France comme dans le reste de l'Union européenne. Aujourd'hui, des centaines de milliers de personnes vivent dans des campings, des voitures ou des chambres d'hôtel bon marché et des millions, incapables de subvenir à leurs propres besoins, se partagent un logement avec des parents».

La hausse des taux de suicide suite à la crise économique

[...] *David Stuckler* est scientifique à l'Université de Cambridge en Angleterre. Il a réalisé une étude publiée dans la revue médicale «Lancet» qui a démontré une augmentation aigüe des suicides dans toute l'Europe, mais particulièrement forte dans les pays durement touchés par la crise comme la Grèce et l'Irlande, entre 2007 et 2009 parallèlement au déclin. «Des programmes pour des mesures économiques peuvent transformer une crise en une épidémie», tel est son commentaire. [...]

Des statistiques du gouvernement montrent qu'en Grèce le nombre de gens qui se sont suicidés entre 2007 et 2009 a augmenté de plus de 24%. En Irlande, le taux de suicide chez les hommes a

augmenté de plus de 16%. En Italie, le nombre total des suicides suite aux problèmes économiques a augmenté de 65%, de 123 en 2005 à 187 en 2010, dernières statistiques disponibles. [...]

George Mordaunt, 44 ans, rapporte qu'il a songé au suicide pendant la crise économique, après qu'un banquier l'ait fait marcher en le menaçant de saisir sa maison pour le paiement des dettes. Il se souvient qu'on lui a dit: «Épargnez-vous votre histoire touchante. Nous voulons notre argent. Si cela implique de saisir la maison de votre famille, alors on le fera.»

Source: *International Herald Tribune* du 14 et 15/4/12
(Traduction Horizons et débats)

habitué à se sentir mieux protégés d'un tel phénomène qu'ils associent aux Etats-Unis et aux autres économies libérales.

Mais l'Etat-Providence européen, conçu pour garantir aux sans-emploi un revenu minimum, l'accès aux soins de santé et à des logements subventionnés, s'avère mal préparé à faire face à une telle augmentation du nombre des travailleurs qui font trop peu d'efforts pour essayer de s'en sortir.

Cette tendance est alarmante dans les pays les plus touchés, comme la Grèce et l'Espagne, mais elle s'aggrave même dans des pays prospères comme la France et l'Allemagne.

Les travailleurs pauvres vivent dans les mêmes conditions qu'au XIX^e siècle

Selon *Fitoussi*, «la France est un pays riche, mais les travailleurs pauvres vivent dans les mêmes conditions qu'au XIX^e siècle. Ils ne peuvent pas payer leur note de chauffage, les vêtements de leurs enfants. Parfois, cinq personnes vivent dans un logement de 9 mètres carrés.»

Selon l'*Eurostat*, en 2010, dernière année de données disponibles, 8,2% des ouvriers des 17 pays de la zone euro vivaient sous le seuil de pauvreté de la région, de 10240 euros par an pour les ouvriers adultes. Ce taux était de 7,3% en 2006. La situation est environ deux fois plus mauvaise en Espagne et en Grèce. Bien que les comparaisons soient difficiles en raison de normes différentes, le ministère du Travail a estimé que 7% des ouvriers adultes aux Etats-Unis en 2009 ont gagné moins que le seuil de pauvreté de 10830 dollars (5,1% en 2006). Avec un taux de 6,6%, la France se porte mieux que la plupart des pays européens. Le nombre de ses travailleurs pauvres est en hausse de 6,1% et les experts prévoient qu'il va augmenter.

En France, la moitié des travailleurs gagnent moins de 19000 euros par an. Le salaire mensuel moyen est de 1670 euros, soit 26% plus élevé que la moyenne de l'ensemble de l'Union Européenne. Mais le coût de la vie élevé et la difficulté pour de nombreuses personnes de faire face à la pénurie de logements abordables – les prix de l'immobilier ont augmenté de 110% au cours de la dernière décennie et la plupart des propriétaires exigent d'importants dépôts de garantie – mettent de plus en plus de travailleurs dans l'embarras.

Mme Dos Santos et son petit ami *Jimmy Collin*, 22 ans, se sont installés dans une caravane car ils ne voulaient pas vivre chez leurs familles et manquaient d'argent pour payer la caution d'un appartement. M. Collin, diplômé de l'université et possédant une formation technique complémentaire, a cherché du travail pendant plus de six mois avant de décrocher l'an dernier un emploi de balayeur de rue près de la Tour Eiffel, joyau parisien, emploi payé 1375 euros par mois. Il reçoit

une aide du gouvernement destinée aux salariés à faible revenu, mais lui et son amie ont de la peine à mettre de l'argent de côté après avoir payé leurs impôts et leurs frais de subsistance. L'attente pour obtenir un logement subventionné dure plus de cinq ans.

Mme Dos Santos, elle aussi diplômée de l'université, a sauté sur une offre d'emploi dans un supermarché *Carrefour* après qu'elle n'eut rien trouvé à Pôle Emploi où les conseillers, censés gérer 120 cas, se sont trouvés débordés ces derniers temps avec 500 cas à traiter chacun. Mais son employeur ne lui permet pas de travailler plus de 35 heures par semaine, et elle ne trouve pas d'emploi d'appoint.

Jusqu'à 120000 personnes vivent en France dans des campings

Selon l'*Observatoire des inégalités*, jusqu'à 120000 personnes vivent en France dans des campings. Bien que ce ne soit pas vraiment un phénomène nouveau, disent les responsables, il s'aggrave. Même certains membres de la classe moyenne sont concernés par cette situation. *Bruno Duboscq*, 55 ans, gestionnaire des ressources humaines dans une petite entreprise du centre de Paris, a emménagé dans une caravane sur le parking du *château de Vincennes*, splendide édifice du XII^e siècle; et cela il y a trois ans lorsque le coût d'un petit appartement lui laissait trop peu d'argent en fin de mois.

«Mes collègues ont été choqués quand ils ont découvert que je vivais dans une caravane», déclare M. Duboscq. Maintenant, au seuil de la retraite, il espère que ses économies supplémentaires lui permettront de tenir quand il ne travaillera plus: «Il devient plus difficile de s'en tirer».

Un soir glacial de février où le thermomètre était descendu à moins 6 degrés, il n'hésita pas à ouvrir la porte de sa caravane et à montrer une petite cuisine, une télévision, deux lits et une douche minuscule. Il aurait préféré vivre dans un camping officiel, mais à 30 euros par jour, c'était trop cher.

Pourtant, M. Duboscq est mieux loti que la plupart de ses voisins. «Il y a de plus en plus de misère ici autour», dit-il en regardant une rangée de véhicules couverts de neige. «Beaucoup de gens, surtout des jeunes, vivent ici dans leurs voitures.» «Ils sont mal payés et ils ont de la peine à payer un loyer car le prix de tout a considérablement augmenté».

Contrats à durée déterminée (CDD) au lieu d'une protection sociale garantie

Beaucoup d'entre eux ont des CDD auxquels les employeurs ont de plus en plus recours pour remplacer les emplois à CDI qui comportent des avantages et des garanties que de nombreux employeurs refusent d'assumer. Le nombre des CDD a considérablement augmenté au cours de ces dernières années

Enfants en Grèce

Soulager la détresse

La collecte de denrées alimentaires pour la Grèce par la *Communauté hellénique de Zurich* s'est arrêtée fin mars afin que les aliments arrivent à leur destination avant la fête de Pâques grecque le 15 avril. Dans son sermon, le prêtre grec *Emmanuel Simantirakis* a dit merci pour les 5 tonnes de denrées alimentaires qui aideront un peu à soulager la détresse.

Cependant, l'action des dons de la Communauté hellénique de Zurich continue. Aidez, vous aussi, les enfants en détresse à cause de la situation actuelle difficile en Grèce.

La direction a choisi deux organisations venant en aide aux enfants, que vous pourriez soutenir directement avec votre aide financière: www.sos-villages.gr et www.kivotos-toukosmou.org

Dans ce but, la Communauté hellénique de Zurich a ouvert un nouveau compte avec le mot-clé «GGZ hilft Kindern in GR»:

PC 60-329248-0

Comme les organisations ont besoin d'un soutien rapide, la première phase de cette action doit être terminée à la fin avril 2012. Les dons collectés seront publiés sur le site www.kinotita.ch.

Nous espérons obtenir un fort écho et vous remercions tous pour votre aide!

Contact:
Griechische Gemeinde Zurich/
Communauté hellénique de Zurich
Postfach 157, 8042 Zurich
www.kinotita.ch

et il continuera d'augmenter si les politiques – en France et ailleurs – encouragent leur utilisation comme un moyen de réduire un chômage élevé. Mais de nombreuses études récentes menées notamment par des économistes mettent en garde: La prolifération des CDD – qui sont moins payés et offrent moins d'avantages sociaux – risquent d'augmenter le nombre de travailleurs pauvres.

En 2011, selon l'*Eurostat*, les CDD représentaient 50% de toutes les nouvelles embauches de l'Union européenne.

Selon *Isabel Maquet-Engsted*, principale analyste de la Commission européenne, à Bruxelles, les efforts des politiques pour encourager les CDD ne font que cacher le problème d'une Europe échouant à créer une croissance économique solide et des emplois bien rémunérés. «Nous avons des signes indiquant que la situation ne va pas s'améliorer car les emplois créés sont ceux qui comportent un risque plus élevé de conduire à la pauvreté». Pour ceux qui ne peuvent trouver du travail à l'expiration de leur CDD, la situation peut devenir désastreuse.

Au *Bois de Vincennes*, dans un parc situé derrière le parking où vit M. Duboscq, un électricien de 51 ans qui ne nous livre que son prénom, *Jean*, n'avait récemment qu'un brasero pour se chauffer les mains. Avant, il louait un petit studio à Paris mais, il y a trois mois, à l'expiration de son CDD, il n'a plus trouvé à se loger et a dû s'installer *sous une tente cachée dans les bois*.

De jour, la forêt est une aire de jeux pour les jeunes citadins. La nuit, elle abrite quelque 200 personnes, dont des familles avec enfants. Certaines sont Français et d'autres des immigrés d'Europe orientale et d'Afrique du Nord.

Comme de nombreux autres camps de tentes, celui de Jean est quasi permanent. Avec ses voisins, il partage une table branlante et une étagère remplie de sucre, de sel et d'une vieille théière. Des morceaux de viande pendent, congelés, d'une corde à linge.

Suite page 7

L'âme allemande ...

par Jochen Scholz, Berlin

Il semble bien que le politicien allemand moyen éprouve le besoin impérieux de soumettre tous les autres Etats européens à l'ordre juridique allemand. Il ne lui entre pas dans l'esprit qu'il peut y avoir des pays dans lesquels le ministère public ne serait pas soumis à l'exécutif. C'est bien pourquoi il n'y a pas dans notre pays de procureur général qui pourrait agir comme le juge d'instruction espagnol *Baltazar Garzón*, sans se préoccuper du rang de la personne, cela pendant des années, jusqu'au jour où il fut victime d'une intrigue politique.

On ne peut comprendre autrement les hoquets répugnants répandant une odeur nauséabonde.

Carsten Schneider, politicien socialiste en charge du budget, exigea de *Schäuble*, ministre des Finances, de se présenter auprès des fonctionnaires. «Schäuble trahit les devoirs de sa charge». Il exigea du ministre des Affaires étrangères, *Guido Westerwelle* (FDP) de convoquer l'ambassadeur suisse.

A sa décharge, on peut mentionner que celui qui fut le plus jeune député du Bundestag en 1998 n'avait auparavant guère eu l'occasion d'élargir son horizon, n'ayant eu comme expérience qu'un apprentissage d'employé de banque et son service civil; puis sa fonction dans la Commission parlementaire du budget n'y a pas vraiment remédié.

Il y aurait cependant quelques questions à poser à son parti, le SPD. Par exemple, pourquoi des esprits indigents peuvent se permettre de porter le discrédit sur le plan international à notre pays en adressant de tels reproches à la Suisse, portant ainsi un coup dur, à la mémoire d'hommes tels *Carlo Schmid*, *Fritz Erler*, *Willy Brandt* et *Helmuth Schmidt*.

Le vice-président du groupe parlementaire socialiste, *Joachim Poss*, a déclaré envers le «Financial Times Deutschland» que «le ministre des Finances du gouvernement fédéral banalise la dimension de ce conflit». Il a même parlé d'un «choc des civilisations», d'une lutte des cultures. Selon lui «la Suisse a érigé la protection de la criminalité fiscale en

modèle d'Etat et des activités commerciales et ne suit pas le développement de l'Etat de droit.»¹

Si la politique de gestion du personnel se situe au niveau de la médiocrité, il ne faut pas s'étonner de la renaissance du «mauvais Allemand». En d'autres temps, le renouveau de la mentalité allemande avait, comme on sait, causé d'énormes catastrophes au cours du dernier siècle et offert des prétextes aux autres. Aujourd'hui, cela a pour effet que les violeurs du droit international et de la Constitution ne sont pas tenus de répondre de leurs actes. Il semble, dans les rangs des chroniqueurs du procès intenté à la terroriste *Verena Becker* à Stuttgart-Stammheim, que le ministère public mène le procès contre le plaignant, *Michael Buback*, qui souhaite savoir qui a assassiné son père: du fait que le droit allemand autorise le gouvernement fédéral à donner des consignes d'enquêtes au ministère public. En revanche, les citoyens suisses doivent, comme récemment à Winterthur, empêcher que des criminels en puissance puissent utiliser des podiums publics pour diffuser leurs légendes.²

Et ce seraient précisément des Allemands qui feraient la leçon aux Suisses! Ce pays qui a développé le seul type d'Etat qui pourrait servir de modèle à l'Europe unie.

Le chef du groupe parlementaire des Verts, *Jürgen Trittin*, a parlé d'un «scandale sans bornes».

Mais M. Trittin a treize ans de retard, car ce scandale sans bornes et qui dure toujours, a débuté le 24 mars 1999, lorsqu'il était ministre sous la direction de Schröder/Fischer. Au voleur!

¹ Citation de *Financial Times Deutschland* du 2/4/12. «Schweiz schickt die Kavallerie» [La Suisse envoie sa cavalerie], m.ftd.de/s=EYNVG7f3xNI83_bwVigRzQ03/artikel/70017202.xml?v=2.0

² *NZZ Online* du 30/3/12. «Das Schlachtross bleibt im Stall», www.nzz.ch/nachrichten/zuernich/stadt_und_region/joschka-fischer-sagt-auftritt-in-winterthur-ab_1.16176138.html

Différend fiscal avec la Suisse

par Erika Vögeli

Depuis 1936, la sphère privée des citoyennes et des citoyens, en ce qui concerne leurs finances, est protégée par le secret bancaire. Ce qui signifie que les banques n'ont pas le droit de communiquer à des tiers des informations concernant les finances de particuliers. Si un employé de banque contrevient à cette disposition, il est passible de sanction. Toutefois, cette protection n'a pas un caractère absolu. En cas de doute sérieux quant à un délit, le droit civil, le droit de poursuite en cas de dettes et de faillite, le droit pénal, le droit de la procédure pénale et le droit de l'entraide judiciaire en matière pénale prévoient différentes dispositions.

De plus, la place financière suisse possède de nombreux instruments pour refuser l'argent d'origine criminelle. Des règles exigent, p.ex., que les fortunes ne soient acceptées que dans la mesure où leur détenteur peut être identifié et l'origine de la fortune clarifiée. En comparaison internationale, les règles helvétiques sont très sévères. Le cadre en est fourni par la Loi fédérale sur le blanchiment d'argent.

Du fait qu'en Suisse la fortune et les revenus de la fortune sont soumis à l'impôt, les établissements financiers déduisent depuis 1944 de tous les revenus de fortune, des intérêts, etc. un impôt anticipé, actuellement de 35%, qui est automatiquement transmis à l'Etat. Lorsque la fortune et ses revenus sont correctement déclarés, que les impôts dus sont payés, les impôts anticipés sont remboursés ou déduits des impôts suivants. Cette façon de procéder incite le contribuable à déclarer correctement sa fortune et les revenus qui en découlent.

Cette procédure existe depuis presque 70 ans. Toutefois, certains Etats européens et d'autres rencontrent des difficultés financières. Les dépôts de fortune de leurs concitoyens dans d'autres Etats, pour lesquels ils n'avaient pas payé d'impôt dans leur pays de domicile, pourraient représenter une source

financière. Aussi la Suisse a-t-elle offert à ces Etats une solution qui, par analogie avec l'impôt anticipé suisse, protège la sphère privée des clients des banques mais offre à l'Etat étranger concerné la possibilité de percevoir des impôts. Avec cet «impôt libérateur», la banque prélève un impôt sur les intérêts, les dividendes et les revenus de capitaux mobiliers qu'elle remet de façon anonyme aux autorités fiscales de l'Etat en question. Cette solution est conforme à notre Etat de droit, elle respecte les contrats des clients étrangers tout en permettant à l'Etat étranger de voir respecter ses demandes justifiées.

Il n'est pas tolérable que le respect du droit national – la protection de la sphère privée dans le domaine financier – permette à des citoyens étrangers d'ignorer leurs devoirs légaux, en l'occurrence leur devoir fiscal. Tout cela peut être réglé au travers de négociations raisonnables. Il faut naturellement respecter la souveraineté de l'autre Etat, exigence fondamentale du droit international. Il est donc inacceptable d'ignorer les droits souverains et d'utiliser des méthodes malhonnêtes, voire illégales. Le vol de données par un employé de banque, pour lequel il doit rendre des comptes, est une chose. Une autre consiste à inciter des employés par des membres de l'administration d'un Etat à commettre de tels actes illégaux, et de plus à les payer pour cela, puis à utiliser les informations obtenues de cette manière contre l'Etat ou ses institutions.

Le fait pour un Etat de transgresser le droit ne peut constituer la base de relations internationales, encore moins d'une saine cohabitation entre voisins.

Qui enfreint le droit et, de surcroît, approuve cette façon de faire, ne peut plus être pris au sérieux; il perd sa crédibilité, ses relations perdent leur solidité et leur stabilité. Un tel Etat perd ses fondements. On ne peut donc que dire: non, pas comme ça.

«L'Europe» n'est-elle plus capable ...»

suite de la page 6

«Je n'ai jamais imaginé me retrouver ici», dit Jean, «mais mes contrats avaient expiré, et à mon âge, ça devient plus difficile d'en trouver de nouveaux.»

Matthieu, 31 ans, ouvrier du bâtiment vivant de CDD, se demande pourquoi les dirigeants européens se préoccupent davantage de protéger les institutions financières que de venir en aide aux gens comme lui.

«La France bénéficie d'une bonne image, a-t-il déclaré un soir dans le parking du château de Vincennes, mais ce n'est pas comme dans les pays anglo-saxons. Là-bas, vous arrivez à vous en tirer. C'est le rêve américain.»

«Jamais dans le monde, vous n'entendez parler du rêve français» a-t-il ajouté, faisant une pause pour regarder la rangée des caravanes. Il n'y a pas un tel rêve en France.»

Source: *International Herald Tribune* du 2/4/12

(Traduction *Horizons et débats*)

Participation des parents dès le début

La KED fait le bilan après le congrès fédéral – la présidente fédérale Kastner met en garde devant l'adaptation en fonction de l'économie de la formation et de l'éducation

Association de parents d'élèves catholique d'Allemagne (KED)

«La KED se tourne contre les tendances à adapter la formation et l'éducation en fonction de l'économie», a déclaré *Marie-Theres Kastner*, présidente fédérale de l'association catholique de parents d'élèves d'Allemagne (KED), dans son résumé tenu lors du congrès annuel de la KED, du 23 au 25 mars 2012 à Erfurt sur le thème «Économie et école».

«Les êtres humains ne sont pas des ressources économiques, mais des individus, qui, ont besoin d'une formation et d'une éducation intégrale pour se développer de manière saine. Pour cela une famille qui donne un sentiment de sécurité et du réconfort ainsi qu'une formation scolaire transmettant un savoir de base large, tout en encourageant une liberté intérieure permettant de remettre en question les rapports complexes et d'agir d'après des critères éthiques, sont indispensables» selon Kastner.

En aucun cas l'éducation ne doit être un instrument pour rendre les humains disponibles au mieux», insiste Kastner qui précise: «Cela est finalement aussi un plaidoyer pour le renforcement de l'éthique professionnelle dans l'économie et la politique, ce qui est indispensable pour savoir éviter ou surmonter des crises.» En fin de compte, notre démocratie est bâtie sur des hommes qui font usage de leur savoir de manière responsable pour le bien commun.

Cependant Kastner a montré clairement que la KED approuvait absolument la coopération entre l'économie et l'école. Dans ce contexte elle a explicitement salué les offres de formation de la part de l'économie pour soutenir la transition de l'école vers la profession. Il est important qu'il y ait

la possibilité d'une transition après chaque diplôme.

Kastner insiste: «Nous voulons encourager les parents à examiner de plus près les matières scolaires et veiller à ce qu'il n'y ait pas de formation scolaire trop spécialisée.» Elle a fait appel à tous les parents pour insister sur leur droit de participation à l'école et dans la politique, et intervenir dans les processus de réforme respectifs en faveur du bien-être des enfants. «Les questions concernant la notion de formation dans les écoles publiques touchent à la perception démocratique et demandent un débat public large et réfléchi de toutes les forces sociales, au-delà des guerres de tranchées politiques», a-t-elle ajouté.

La KED est une association de parents catholique, qui soutient une formation et une éducation axées sur des valeurs, intégrales et équitables dans les garderies d'enfants et les écoles. La KED organise chaque année un congrès fédéral sur un thème actuel relatif à la politique d'éducation. Cette année elle et de nombreux experts se sont penchés sur la question de savoir quelles sont les chances et les limites de la coopération entre l'économie et l'école. Les intervenants étaient entre autres *Burkard M. Zapff* (Université catholique, Eichstätt-Ingolstadt), *Jochen Krautz* (Alanus Hochschule Alfter près de Bonn) et *Hans-Peter Klös* (Institut der deutschen Wirtschaft Köln). Une documentation va bientôt être mise à disposition sous www.katholische-elternschaft.de.

Source: *Communiqué de presse* de la Katholische Elternschaft Deutschlands (KED) e. V. du 3/4/12

www.katholische-elternschaft.de

info@katholische-elternschaft.de

(Traduction *Horizons et débats*)

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Abonnez-vous à *Horizons et débats* – journal publié par une coopérative indépendante

L'hebdomadaire *Horizons et débats* est édité par la coopérative Zeit-Fragen qui tient à son indépendance politique et financière. Tous les collaborateurs de la rédaction et de l'administration s'engagent bénévolement pendant leur temps libre. L'impression et la distribution sont financées uniquement par les abonnements et des dons. La coopérative publie aussi l'hebdomadaire *Zeit-Fragen* en allemand et l'hebdomadaire en ligne *Current Concerns* en anglais.

- Je commande un abonnement annuel au prix de 198.– frs / 108.– euros
- Je commande un abonnement annuel au prix d'étudiants de 99.– frs / 54.– euros
- Je commande un abonnement de 6 mois au prix de 105.– frs / 58.– euros
- Je commande un abonnement de 2 ans au prix de 295.– frs / 185.– euros
- Je commande à l'essai les six prochains numéros gratuitement.
- Veuillez nous envoyer _____ exemplaires gratuits d'*Horizons et débats* n° _____ pour les remettre à des personnes intéressées.

Nom / Prénom: _____

Rue / N°: _____

NPA / Localité: _____

Téléphone: _____

Date / Signature: _____

A retourner à: *Horizons et débats*, case postale 729, CH-8044 Zurich, Fax +41-44-350 65 51
CCP 87-748485-6, *Horizons et débats*, 8044 Zurich

Qu'aurait à craindre l'Occident d'un «Nuremberg colonial»?

A propos du livre de Domenico Losurdo: «Le langage de l'Empire»

ts. Depuis le 11-Septembre, l'Occident se trouve, selon le point de vue d'un *Norman Podhoretz*, l'ancien rédacteur en chef du périodique américain néo-conservateur *Commentary*, en guerre contre le terrorisme et les environ 60 Etats qui auraient des liens avec le réseau terroriste. Podhoretz écrit dans plusieurs de ses articles qu'il s'agit de la «quatrième guerre mondiale», la guerre froide étant la troisième, et que cette guerre-ci est une guerre durant des dizaines d'années et ayant la forme d'une tragédie antique en cinq actes. Podhoretz justifie sa qualification de guerre mondiale en disant que chaque pièce en cinq actes se compose de près de vingt scènes et que les guerres d'Afghanistan et d'Irak n'avaient été que les premières scènes du premier acte. Le point culminant puis la catastrophe qui suivra seront ensuite les guerres contre ce qu'il appelle le «fascisme militaire russe» et le «fascisme commercial chinois» – car l'auteur décoré par *George W. Bush* avec la «presidential medal of freedom», la plus haute décoration des Etats-Unis, ne saurait utiliser un terme moins fort. Il affirme que, exactement comme sous *Hitler*, il faut refuser la politique d'apaisement et que si durant la troisième guerre mondiale contre l'Union soviétique, la capacité de résistance était nécessaire, il faut actuellement, et sur la durée, reconnaître et combattre le mal.

Elucidation des conceptions

C'est le grand mérite d'un philosophe d'Urbino, *Domenico Losurdo*¹ de déconstruire autant la propagande hard-power précitée que la propagande soft-power de l'Occident. Il soumet celles-ci à une déconstruction qui est soumise à une exigence éclairée et scientifique et non à une déconstruction idéologique qu'on rencontre trop souvent de la part de «déconstructeurs» universitaires dirigés par des services secrets.

«Sapere aude», aie le courage de te servir de ta raison, et ceci sans instruction d'un autre. C'était la devise des Lumières européennes dans la formulation d'un *Immanuel Kant*. Et les Lumières permettaient à l'homme de sortir de son irresponsabilité dont il était lui-même responsable. En accomplissant ce travail, dont chaque génération doit toujours se charger à nouveau, elles ne veulent pas perdre, au profit d'une usurpation du pouvoir, les conquêtes des ancêtres, la démocratie et les droits de l'homme, la dignité de l'homme et le rapport à l'autre dans une communauté sociale. Pour pouvoir marcher le dos droit, l'homme a besoin de la révélation claire de l'essence des choses, par conséquent des conceptions qui nous entourent et qui veulent déterminer notre vie. En se livrant à ce travail, le philosophe d'Urbino nous donne, à la meilleure manière de l'Italie humaniste, des recommandations précieuses avec son petit livre intitulé: «Le langage de l'Empire».

Vains mots hypnotiques pour l'exercice du pouvoir

Des termes qui, avant la chute du mur, avaient une connotation toute différente, sont apparemment entrés dans notre vocabulaire le plus intime par le flux du «courant dominant» des médias. Tout le monde les utilise sans se poser trop de questions, comme des mots vains hypnotiques – pour utiliser un terme provenant de la «programmation neuro-linguistique», une technique actuelle de manipulation des esprits – ils voient notre esprit et même notre cœur. La revue tranquille que Losurdo accorde à ses lecteurs est d'autant plus bienfaitrice quand à l'aide de quelques notions centrales choisies, il entreprend un voyage à travers l'histoire des dernières 2000 années. En utilisant des exemples historiques, il permet des conclusions analogues qui rendent reconnaissables d'autant plus clairement bien des choses. En commençant par le terme de «terrorisme», il amène le lecteur au «fondamentalisme», puis à l'«antiaméricanisme», à l'«antisémitisme», puis à l'«antisionisme» et au «philoislamisme» pour finir, dans le dernier chapitre de l'édition italienne, par suivre les traces de la «haine de l'Occident». Le chapitre 8 qui fut postposée à l'édition allemande, porte le titre de «Obama et Orwell: le langage de l'empire et le newspeak».

A la place d'une conclusion on trouve finalement un texte portant le titre: «Les excommunications du candidat à la gouvernance mondiale.»

Tous les chapitres sont parcourus par la question centrale de la souveraineté de définition de termes langagiers. Par manque de place, nous ne pouvons mentionner ici que très peu d'échantillons de la précision de pensée de Losurdo – le lecteur avisé fera bien de déblayer à la pelle dans son emploi du temps deux ou trois jours pour la lecture – c'est une expérience de bien-être de première classe, et bon marché de surcroît!

C'est le vainqueur qui écrit l'histoire

Concernant le terme général de terrorisme, Losurdo dit ceci: «La guerre actuelle est dirigée contre le terrorisme. Mais que faut-il comprendre par là? Il n'y a aucun effort pour fournir des précisions à ce sujet. Plus l'accusation est formulée de façon imprécise, plus il est facile de l'utiliser de façon unilatérale, et plus le jugement que portera le plus fort sera irrévocable.» (p. 11)

L'historiographie n'est-elle pas toujours celle du vainqueur, et n'est-ce pas le plus fort qui gagne la plupart du temps? En quoi l'assassinat d'un chef d'Etat par la CIA se distingue-t-il d'un assassinat commis par des anarchistes au XIX^e siècle? Une exécution extrajudiciaire commise par l'armée israélienne n'est-elle pas également un acte terroriste? Losurdo conclut par ces mots: «Un acte terroriste ne devient pas par lui-même une action de police légitime ou une action juridique parce que le responsable est un agent des services secrets ou un membre des forces armées qui, sans mettre sa vie ou son intégrité physique en jeu, peut sans autre et souverainement donner la mort.» (p. 18).

L'embargo – arme terroriste par excellence

Le mot «embargo» est de nos jours un terme central de la soi-disant «communauté des peuples»; Losurdo démasque cette dernière comme étant un terme occidental et donc clairement excluant. Mais l'embargo n'est-il pas un instrument terroriste contre des civils innocents? Losurdo donne la parole à la publication américaine *Foreign Affairs*, éditée par le *Council on Foreign Relations*, le creuset des soi-disant réalistes américains entourant le pur et dur *Zbigniew Brzezinski*. On y avoue que l'embargo est donc l'arme de destruction massive par excellence. Décrété pour empêcher *Saddam Hussein* d'accéder aux armes de destruction massive, l'embargo en Irak – et maintenant, pour utiliser les termes originaux de *Foreign Affairs* – «dans les années qui ont suivi la guerre froide, a causé plus de victimes que toutes les armes de destruction massive dans leur ensemble au cours de l'histoire». (p. 25) Selon cette analyse américaine, l'embargo semble, selon Losurdo, être une arme terroriste par excellence.

A l'aide d'innombrables exemples, Losurdo démontre combien notre pensée historique est fragmentaire et incohérente. Habités à juger en catégories du bien et du mal, le bon restant bon – même s'il fait des choses dont il vient d'accuser le méchant – nous ne voyons souvent pas des atrocités qui sont commises sous-

nos yeux par les «bons», ou nous les occultons tout simplement. C'est une «prestation magistrale» du refoulement ou du «négationnisme». C'est ainsi que l'Occident s'est fait fêter depuis des dizaines si ce n'est des centaines d'années pour sa conception de la démocratie et sa notion d'égalité et de la dignité de l'homme. Mais comment a-t-on traité les hommes contre lesquels – classés qu'ils étaient comme «sous-hommes» – on a mené une campagne de destruction sans merci? On parle ici des Indiens et des esclaves noirs des Etats-Unis. Et lorsque la barbarie nazie, contre le racisme de laquelle on avait combattu, était à peine vaincue, trente Etats des USA punissaient toujours le mélange des races.

De la suprématie «blanche» à la suprématie «occidentale»

Infatigablement, Losurdo aligne un exemple après l'autre de l'intolérance occidentale, de l'hypocrisie, de la morale double et de l'indolence, et montre comme la fusion des termes «Occident», «blanc» et «aryen» ont, longtemps avant Hitler, mené au concept de la «white supremacy» puis de la «western supremacy», qui atteignit son apogée dans un racisme colonial et exigea des millions de millions de morts qui jusqu'à aujourd'hui ne sont pas expiés. Sans merci, Losurdo recherche l'origine de la question posée: «Posons-nous une question: pourquoi font partie de la «culture occidentale», à part l'Europe, les Etats-Unis d'Amérique et le Canada, ainsi que l'Australie et la Nouvelle Zélande, alors que le Mexique et le Brésil en sont exclus bien qu'ils ne se situent pas en Asie, mais dans l'hémisphère occidental? Comment s'expliquent ces inclusions et ces exclusions? *Huntington* répond clairement et distinctement: «La civilisation d'Amérique latine comprend des cultures indigènes qui n'ont jamais existé en Europe et qui ont été détruites en Amérique (et en Australie et en Nouvelle Zélande)». Strictement parlant, ce ne sont pas seulement les cultures, mais aussi les peuples qui les incarnaient, qui ont été détruits. Et le célèbre politologue ne se le cache pas: les puritains arrivés en Amérique du Nord portaient de l'idée que «l'expulsion et/ou l'extermination des Indiens était la seule possibilité pour l'avenir». Si le génocide permet l'inclusion dans l'Occident, le métissage permet l'exclusion: *Toynbee* n'avait pas tort quand, durant les années cinquante du dernier siècle, il mettait en garde contre le «sentiment racial occidental» persistant.» (p. 299 sq.)

L'Occident colonialiste sur le banc des accusés – aux côtés de Hitler et de Mussolini

Alors que l'Occident continue de juger avec deux poids, deux mesures, au premier rang les USA qui – malgré Guantanamo, les vols et les prisons de torture secrets de la CIA et un anti-islamisme permanent – établissent chaque année un rapport sur les droits de l'homme pour tous les pays du monde – excepté évidemment pour eux-mêmes – la question que Losurdo soulève à la fin de son livre devient compréhensible, à savoir pour quelle raison il n'y a au fond jamais eu de Nuremberg africain ou colonial. Si à Nuremberg les puissances victorieuses ont condamné les sbires nazis – ne mentionnons ici qu'en marge que lors de l'opération arti-

chaut et trombone, on a utilisé durant la guerre froide, dans son propre camp, les connaissances funestes acquises par beaucoup de scientifiques nazis dans les camps de concentration avec des expériences sur des êtres humains – en Italie,



Domenico Losurdo: Die Sprache des Imperiums. Ein historisch-philosophischer Leitfaden. Köln 2011. ISBN 978-3-89438-469-2. (Edition italienne: Il linguaggio dell'Impero. Lessico dell'ideologia americana. 2007.)

cette manière d'agir contre *Mussolini* fit défaut. Pourquoi? Parce qu'on aurait déjà dû commencer durant la période libérale avant *Mussolini*? Et qu'est-ce que cela aurait signifié pour l'Angleterre? Losurdo: «Par ailleurs, l'utilisation de gaz moutarde par *Churchill* en Irak, avait précédé l'utilisation de gaz moutarde par *Mussolini* en Ethiopie. L'Italie fasciste mise à part, le procès pour crimes de guerre aurait donc finalement mis l'Occident colonialiste tout entier sur le banc des accusés. L'absence d'un Nuremberg plus colonial qu'«africain» arrangea en premier lieu l'Angleterre, qui a pu continuer sa politique traditionnelle au Proche et Moyen Orient, comme l'agression contre l'Egypte (de concert avec la France et Israël) en 1956 le prouve et comme par ailleurs le prouve la collaboration étroite avec Washington dans sa politique guerrière et humiliante contre les peuples arabes.» (p. 315)

Et la quintessence de Losurdo, dirigée avec une grande perspicacité sur l'essentiel, est la suivante: «Grâce au sabotage du Nuremberg colonial, l'Occident put dans son ensemble éviter une réflexion autocritique douloureuse, qui s'impose dans la perspective de la longue durée du racisme contre les peuples colonisateurs.» (p. 315)

Pour l'Occident, il n'est pas encore trop tard

Le travail de Losurdo contribue à rendre le lectorat plus conscient de son propre rôle et de sa propre responsabilité dans ce qui se passe dans le monde. Et celui qui prend connaissance des injustices qui durent jusqu'à aujourd'hui et qui sont arrivées à tous ceux que l'«Occident» avait exclu et qu'il ne comptait pas parmi les êtres humains, sera aussi capable de prêter la main pour qu'on procède à la réparation échue depuis longtemps. Après la prise de conscience, le premier pas serait l'arrêt immédiat des guerres hypocrites et meurtrières, qui ne sont bien entendues pas menées pour des buts nobles, mais pour des intérêts égoïstes. Puis la demande de pardon; la réparation; et l'offre de la coopération – des gestes qui seront sûrement compris dans le monde «non occidental». Car, comme le dit le Singapourien *Kishore Mahbubani*, il n'est pas trop tard pour l'«Occident»: plus de 80% des Non-Occidentaux veulent collaborer avec nous. Il va de soi que cela doit se faire dans l'équivalence et l'honnêteté. On peut déjà commencer par choisir avec plus de prudence les termes – ça aussi c'est un mérite du livre de Domenico Losurdo. •

25 au 29 avril 2012

rencontre au

Salon international du livre et de la presse
à Genève/Palexpo

«Horizons et débats» et
la «Coopérative Zeit-Fragen»

se réjouissent de vous accueillir, de vous présenter
leurs publications et de partager
avec vous un moment de repos et d'échanges d'idées.

Vous nous trouverez au
stand H-1057 (rue Hemingway)

¹ *Domenico Losurdo*, professeur d'histoire de la philosophie à l'Université d'Urbino (Italie). Dernier ouvrage traduit en français: «Staline: histoire et critique d'une légende noire». Aden, 2011.